

AGORA

REVUE LIBERTAIRE / N° 26 / AVRIL-MAI 85 / 20 F

**GAUCHE ET DROITE
LA COURSE AUX POUVOIRS**



- l'après-Convergence 84
- TUC en toc
- dissidences yougoslaves

AGORA LIBERTAIRE EXISTE

Il y a toujours un moyen pour nous aider

abonnez-vous à Agora, B.P. 31037 Toulouse Cedex



PLEINS FEUX

HEXAGONE

LIBRE SERVICE

SANS FRONTIÈRE

ARGUMENTS

NOTRE MÉMOIRE

COPYRIGHT

RUBRIQUES

PLEINS FEUX

- 4. Faussaires : Un "rêve" américain.
- 6. Recul : La droite en fiches.
- 8. Libertaires : Au-delà des urnes.

HEXAGONE

- 9. Perspectives : Emploi-travail, le divorce
- 11. Réfractaires : La côte d'alerte.
- 12. Bavure : Le prix d'une ressemblance.
- 14. Speed : Des brèves qui en disent long.

LIBRE SERVICE

- 20. Yougoslavie : La galaxie dissidente.



SOMMAIRE



Directeur de publication : Solon Amoros
Equipe de rédaction : Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Jean-Louis Nadar, Tony Alvarez, Madi Nida, Serge Etarcos, Solon Amoros, Violette Marcos.

Correspondance : Agora, B.P. 1214, 31037 Toulouse Cedex.

Correspondance téléphonique :
Tél. (61) 59.24.01

TECHNIQUE

Composition : Scot CARACTERES
16 impasse Bérou 31200 Toulouse
Tél. (61) 23.96.75

Imprimerie : SACCO, 10, rue Gazagne
31300 Toulouse. Tél. (61) 42.03.30

Façonnage : M.D.P. 10 bis, rue des
Teinturiers. 31300 Toulouse.
Tél. (61) 42.12.48

ABONNEMENTS

Prix du numéro : 20 F

Abonnement : 5 numéros, 100 F
(Etranger, DOM-TOM : 110 F
Par avion, 130 F).

Abonnement de soutien : 150 F et plus
Pour tout versement : Agora, CCP
3716-17.Y Toulouse
Commission Paritaire : 62601
I.S.S.N. : 0245-3630
Dépôt légal : à parution

Ont été mis à contribution pour ce numéro :

M. Bakoufeller, Claude Ariso, Solon Amoros, Michel Auvray, Alex, Julie Desgranges, Violette Marcos, Tony Alvarez, Madi Nina, Jean-Louis Nadar, Hervé Favreaud, J. L. Socram, Tim Stenhouse, J.J. Gandini, Ph. Bouquet, L.C. Roland Biard, Juanito Marcos, G. Lesabotier, Fraktion Rock Terrorist, Paul Astin, des membres de Convergence 84 et le journal Umanita Nova. Les dessins originaux sont d'Olivier Le Trouher et les photos de Denis.



SANS FRONTIÈRE

- 15. Chili : L'œil du cyclone.
- 17. Grande-Bretagne : Des femmes contre la guerre.
- 19. Telex : Partout ailleurs c'est ici.

ARGUMENTS

- 21. Régression : Bulles machos.
- 22. Black music : Autopsie d'une blue note.
- 24. Zip : Rock-fanzines.

SAUVAGE

- 26. Vivisection : La face honteuse de la science.

NOTRE MÉMOIRE

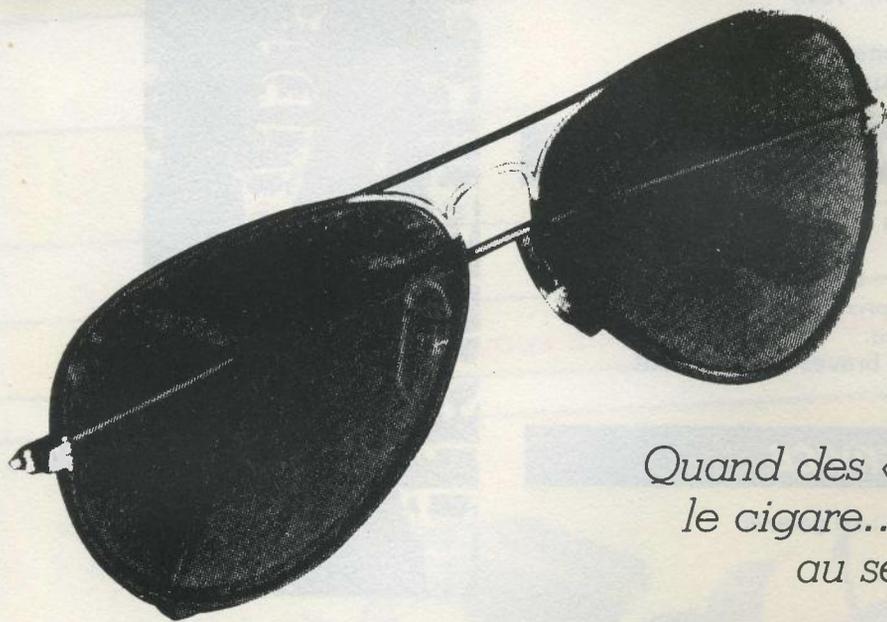
- 28. Conseils ouvriers : Quand grondait la révolution.

RUBRIQUES

- 25. Kiosques : il pleut des livres.
- 35. Mégaphone : Où, quand et comment.

COPYRIGHT

- 31. Débat : Pour l'après-Convergence.



FAUSSAIRES

UN « REVE » AMERICAIN

Quand des « libertaires » veulent fumer le cigare... Les anarcho-capitalistes au secours du système...

L pousse de tout en Californie. Parfois même d'étranges choses. C'est ainsi que s'épanouissent, sous le soleil les Libertariens.

Chose encore plus étrange, malgré la hausse du dollar, ils s'exportent en France. Faut-il, tels des magnétoscopes japonais, les bloquer à Poitiers ?

CETTE fois-ci, la mode aura mis presque vingt ans pour traverser l'Atlantique. Mais le protectionnisme a ses failles et maintenant le voici chez nous. Souriant, réaliste, décontracté, propre et dynamique : le libertaire nouveau est arrivé ! En langage branché, on dit, avec si possible une pointe d'accent californien : les Libertariens.

DEVINE QUI VIENT DINER CE SOIR

Le courant libertarien est né aux Etats-Unis à la fin de la deuxième guerre mondiale. Ce néo-libéralisme a théorisé les vertus d'un libéralisme débarrassé de sa mentalité conservatrice, tout en refusant le collectif, présenté comme un poids mort, économique et social.

Ce courant est essentiellement constitué d'économistes qui, tel Milton Friedman, vont développer les théories d'Oppenheimer contre l'intervention étatique dans le domaine économique. De manière caricaturale, pour cette théorie, il y a deux moyens opposés pour s'enrichir. Soit, s'appuyer sur le libre marché, l'échange volontaire et les méthodes de production qui sont des moyens économiques considérés comme naturels. Soit s'appuyer sur la méthode de brigandage, l'emploi de la violence, l'Etat, qui sont des moyens politiques considérés comme oppressifs.

Et nous voilà débouchant inévitablement sur la critique de l'Etat-Providence. C'est à partir de cela que David Friedman donnera une définition du libertarisme : « *L'idée centrale du libertarisme est que les gens devraient pouvoir vivre selon leur désir. Nous rejetons totalement l'idée que les gens doivent être protégés de force contre eux-mêmes.* »

S'inspirant des théories anarcho-individualistes, les libertariens, au nom de la

souveraineté individuelle, s'opposent à toute intervention de l'Etat dans l'économique et le social, ce qui, en conséquence, en fait des ennemis résolus du socialisme d'Etat. Ces prises de positions mèneront les libertariens à s'allier aux conservateurs du Parti Républicain. Cette alliance étant justifiée par ces deux raisons que les libertariens considèrent comme essentielles : la nécessité de s'unir contre le communisme mondial et celle de garantir le « laisser-faire » économique.

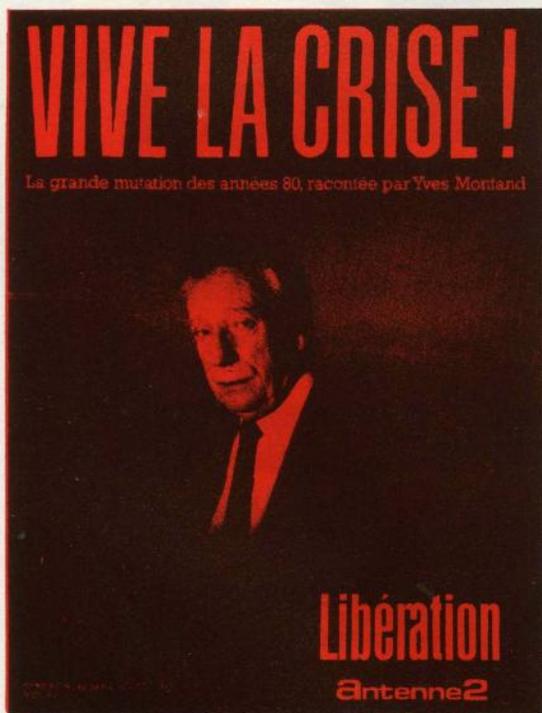
La doctrine revient en fait à œuvrer dans le sens d'une réinvention, ou plutôt d'une amélioration, de la société capitaliste. On parie donc sur un laisser-faire total par opposition à une économie autoritairement dirigée. Les titres des écrits de Ayn Rand qui servent de référence aux libertariens ne laissent d'ailleurs planer aucun doute : « *Capitalisme, cet idéal inconnu* », « *Une minorité américaine persécutée : les hommes d'affaires* ».

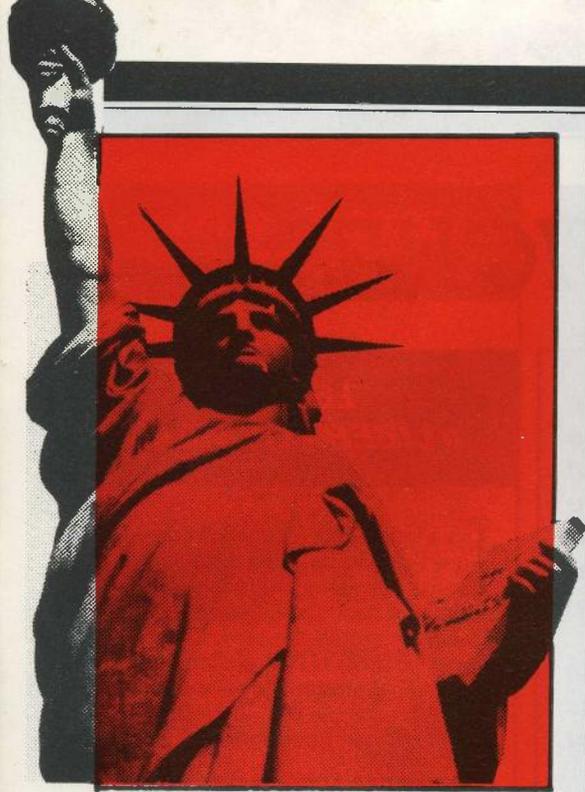
La guerre du Vietnam et les révoltes étudiantes favoriseront en 1969 la rupture de l'alliance conservateurs-libertariens, même si aux dernières élections certains de ces derniers appelèrent à voter Reagan. Depuis cette rupture, le mouvement s'est structuré, donnant entre autres, le Parti Libertaire, qui loin d'être une force négligeable, se permet de participer à quasiment toutes les élections qui animent la vie politique américaine.

BONJOUR LA FRENCH CONNECTION

TROQUANT le parka contre un look plus branché, la crise aidant, nombre de soixante-huitards semblent, aujourd'hui en France, attirés par un courant qu'ils nomment eux-mêmes libéral-libertaire, cousin des libertaires américains.

Ce courant, qui reprend les thèses libertariennes sur l'économie de marché et la réduction de l'intervention de l'Etat, commence lui aussi à s'organiser. Il se structure, en particulier, autour de médias tels que





DU VENT DANS L'E.R.E.

ON trouve toujours de bonnes choses dans la revue « Silence », en particulier sur l'évolution de notre Lalonde écolo-centriste-libertaire : ... L'homme qui cultivait du vide.

« Pour un libéralisme-libertaire ». C'était le thème de la soirée de Sciences-Po, avec Brice Lalonde comme invité. 300 personnes. Quelques libertaires demandèrent, en vain, des explications : on a tous compris ce qu'était le libéralisme, mais alors la gauche libertaire ? Mystère !

On a appris qu'il ne fallait pas de parti politique qui donnait des chefs, mais que par contre on pouvait accepter les chefs d'entreprises, parce que ce ne sont pas vraiment des chefs ! Sur le partage du temps de travail, rien à dire : le discours est toujours écolo. Par contre sur le nucléaire, Lalonde

annonce clairement : « ...heureusement que la France a misé sur les centrales nucléaires, sinon aujourd'hui toutes nos forêts seraient atteintes par les pluies acides »...

En fin de soirée il devait s'entendre poser cette question : « Pourquoi dites-vous toujours — Que voulez-vous que je vous dise ? Est-ce à dire que vous n'avez pas d'idées personnelles ? »

Que voulez-vous qu'il vous réponde !

M.B.

Pour ceux qui veulent en savoir plus sur l'écologie, la non-violence ou tout ce qui est alternatif, écrivez à : Courant Alternatif, 4, rue Bodin - 69001 Lyon, vous recevrez un numéro gratuit de « Silence », le journal qui ne se tait pas !

« Libération », « Le Matin » ou « Le Nouvel Observateur ». Il possède déjà ses sociologues comme A. Touraine, ses économistes comme A. Minc et ses ténors politiques dont le plus prestigieux reste M. Rocard. Appuyé par une partie de la CFDT, à travers J. Kaspar ou Y. Lichtenberger, mais aussi par la Fondation Saint-Simon qui représente le soutien d'un patronat atteint par la « modernité », les libéraux-libertaires se taillent la part du lion, pour ne pas dire du jeune loup, dans le milieu équivoque de l'Intelligentsia des Enarques et des patrons branchés. Mettez là-dessus Montand qui chante « Vive la crise » et l'Abbé Pierre qui danse avec les nouveaux pauvres et vous avez l'impression de feuilleter un album des « grosses têtes » de la télévision, ce qui donne une capacité de propagande aussi forte que spectaculaire.

Brouillant les classifications « droite-gauche » et prenant à contre-pied aussi bien la droite libérale que la gauche empêtrée dans ses archaïsmes, le mouvement est suffisamment important pour que les libertaires se positionnent clairement, d'autant plus que certaines références se veulent communes.

Profitant de réminiscences anarchisantes, les libéraux-libertaires utilisent tout un vocabulaire et un raisonnement qui peuvent prêter à confusion. Mais si l'on s'attarde un petit peu dessus, il devient évident que le sens des mots est totalement perverti. Comment s'en étonner ?

LIBERAL ET LIBERTAIRE VONT EN BATEAU

POUR eux, la lutte contre l'Etat se réduit à une lutte contre l'Etat-Providence, mais qui ne vise surtout pas sa destruction. Cela revient plutôt à une redéfinition de son rôle. Il devrait se contenter d'organiser la vie politique sans intervenir sur l'économie, tout en jouant son rôle policier dans la protection des biens. Mais s'ils contestent le rôle décideur de l'Etat en matière économique, ils ne remettent évi-

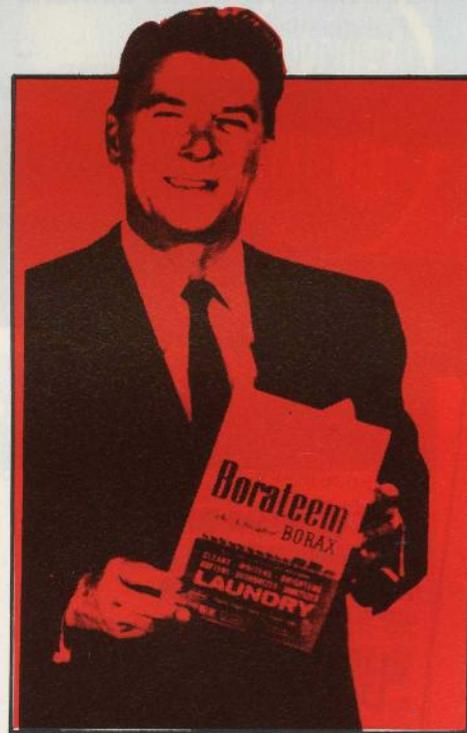
demment pas en question les relations décideur-exécutant au niveau de l'entreprise : les décideurs sont patrons, les exécutants restent ouvriers. Tout au plus souhaitent-ils une cogestion dont l'exemple allemand montre les dangers et les limites.

Il en va de même pour la mise en avant de l'individualisme qui, malgré ses tonalités stirnériennes, ressemble à s'y méprendre à un « chacun pour soi ». Revendiquer un « laisser-faire » total en matière économique, aboutit, dans un système où l'argent est roi, non pas à une libre concurrence comme ils disent, mais à une monopolisation de l'économie dans les mains de ceux qui se seront montrés les plus requins. En fait, c'est un individualisme, frère jumeau de l'égoïsme, méprisant l'intérêt collectif qui serait un frein à la libre entreprise. Les Libertariens n'hésitent pas à remettre en cause la politique sociale et ses acquis (sécurité sociale, aide aux chômeurs...) préférant le développement des compagnies d'assurances et de mutuelles privées. A l'inverse du socialisant « à chacun selon ses moyens », le libéral-libertaire met à jour une mentalité de Tarzan-Jungle : « à chacun selon ses moyens » !

Quant à l'opposition au communisme d'Etat, elle se transforme chez eux en un éloge obsessionnel de la propriété privée perpétuant ainsi l'exploitation des travailleurs et régénérant l'injustice sociale.

Autre danger : ce libéralisme vise, comme le prône la Fondation Saint-Simon, l'installation d'une élite au niveau du pouvoir décisionnel. Une sorte de « gouvernement des savants », dont on sait, qu'au prix de quelques déviations, il entraîne vers un raisonnement de type darwiniste-social, et même jusqu'à une idéologie fascinante comme celle développée par la Grèce.

Certes, les mutations de la société capitaliste impliquent une évolution du discours



et de la stratégie révolutionnaire, certes, des pans entiers des idéologues socialisantes du siècle dernier s'écroulent sous les coups de boutoirs des réalités technologiques. Mais il n'en reste pas moins que les propositions réellement libertaires persistent à être d'actualité et sortent même renforcées de leur affrontement avec l'évolution sociale. Les échecs et trahisons de l'Est favorisent le développement de produits frelatés comme les Libertariens, produits de pur renoncement à changer le monde. Alors, s'ils existent comme nous existons, puisqu'il « faut un vrai pour faire un faux », méfions-nous des mauvaises imitations.

M. Bakoufeller

LA DROITE EN FICHES

A un an des élections législatives, la droite rehausse ses gros sabots. Dans l'opposition pendant quatre ans, elle peut se targuer de ne pas avoir dégagé un seul programme politique ou économique. Il faut dire, que dans ce dernier domaine, elle a été fortement concurrencée par la gauche au pouvoir. L'arrivée de l'extrême-droite sur l'échiquier électoral, a permis aux forces conservatrices traditionnelles de réajuster leurs armes.

A l'heure actuelle, si cacophonies et voltes-face se succèdent, c'est pour mieux faire oublier l'essentiel : les 27 années pendant lesquelles tous les partis de droite ont tenu le pouvoir de main de maître.

Derrière la façade brumeuse des slogans actuels, on retrouve les vieux démons : le libéralisme, la sécurité et l'ordre !

LEUR «LIBERALISME»

Il y a longtemps, courait en France, une légende : la gauche étant incapable de gérer «efficacement» l'économie capitaliste. Depuis 81, elle a vraiment prouvé l'inverse. La droite a ainsi perdu sa principale arme électorale. Elle doit donc aujourd'hui apparaître comme plus libérale que le pouvoir actuel. Rude épreuve.

COMMENT «ROMPRE AVEC LE SOCIALISME» ALORS QU'IL EST ABSENT ?

JUSQU'EN 82, les attaques de la droite portèrent essentiellement sur les mesures socialisantes prises par le gouvernement. Forte de l'appui des reaganiens et autres thachériens, elle lança ses traditionnelles invectives contre les nationalisations. Mais depuis, face à Fabius, il est difficile (voire impossible) d'être plus libéral.

A défaut d'un programme économique alternatif, la droite se lance dans un vocabulaire nébuleux, véritable gymnastique pré-électorale.

LE «RETOUR AUX LIBERTES»

PAR ce thème, Chirac espère rallier non seulement les tenants du libéralisme classique, mais aussi les partisans, toutes tendances confondues, des principes sécuritaires. Mais si toute la droite est libérale, le rôle de l'Etat n'est pas toujours conçu de la même façon. A l'Etat corporatiste voulu par le CNIP (Centre national des indépendants et payans) qui se situe à la droite du FN (!) s'oppose le gaulliste Chirac pour lequel : «il ne paraît ni sain ni réaliste que la société française puisse devenir une société libérale à l'état pur».

Plus ou moins d'Etat, plus ou moins de «welfare state», voilà où se trouvent les discordances les plus nettes dans la droite. Ces débats, menés depuis 3 ans, par les sociaux-démocrates et libéraux-libertaires, servent de toile de fond à la course au pouvoir. Et plus les échéances se rapprochent, plus tous les leaders de la droite moulent leurs principes sur des attitudes plus pragmatiques.

LEUR «ETATISME»

LE «welfare state» à la française, devra être maintenu. Toute la droite le jure, sur les urnes. Mais si, foi de chômeurs, le «bien-être» a pris un sacré coup de vieux ces derniers temps on peut se demander ce que sera «l'Etat providence» que la droite nous réserve.

«LIBEREZ L'ENTREPRISE, LIBEREZ LE TRAVAIL»

TOUTS les ténors de la droite ont une idée très précise de ce qu'ils appellent la liberté du travail. Lecanuet est péremptoire : «Si nous avons demain la charge de conduire les affaires de l'Etat, il nous faudrait probablement commencer par diminuer certaines des possibilités d'action sociales». Et Barre, tout aussi clairement ajoute : «Les Français seront contraints pendant de nombreuses années de restreindre leur niveau de vie... Si nous voulons engager rapidement la lutte contre le chômage il y a, à mon avis, une méthode et une seule : libérer l'entreprise, libérer le travail». Heureusement que les socialistes nous ont déjà

initié à ce discours et à ces méthodes. On sera peu dépayés... Mais les projets de la droite sont tout de même plus «pointus».

LA FLEXIBILITE COMME PRINCIPE

GATTIAZ, dans son projet des «zones franches» a déjà montré ses ambitions. La destruction des «carcans» législatifs permettra à la flexibilité rampante actuelle de devenir la règle du travail. Libertés de l'embauche et du licenciement seront de mise. Les lois Auroux, dont on connaît l'infinie portée, seront immédiatement supprimées. Et comme la seule priorité sera donnée à l'investissement productif, la droite se fera fort d'achever le démantèlement de la protection sociale. Que l'on se souvienne du débat sur la Sécurité Sociale. Toute la droite était unanime à vouloir créer à côté des caisses obligatoires pour tous, un système d'assurances privées. Deux médecins en somme. Visiblement, «l'Etat providence» ne sera pas une bénédiction pour tout le monde.

LEUR « ORDRE » MORAL

Le ciment de la droite, le trait d'union de toutes ses composantes, c'est l'ordre moral. De tous temps, il a servi à exalter la famille, à mettre en avant le travail, à glorifier la patrie. Et dans ce domaine, la droite a toujours été imbattable aujourd'hui, elle reste égale à elle-même.

LA VICTOIRE DU PRIVÉ

La campagne menée, par la droite, pour le maintien de l'école privée a été une de ses plus grandes victoires. La gauche en sait quelque chose puisque, Chevènement, tout en entérinant l'échec des laïques, a construit son succès actuel sur les mêmes valeurs : l'école « républicaine », gardienne de l'Ordre moral.

HARO SUR LA NATALITÉ

Le thème de l'IVG revient comme une litanie dans le discours moralisateur. S'il est difficile, pour la droite, de rejeter cet acquis (Weil est une trop bonne image médiatique), il est cependant discuté. Chirac a rappelé récemment qu'il était « tout à fait défavorable au remboursement de l'IVG par la Sécurité Sociale ». Les thèmes natalistes restent pour le moment latents.

ATTENTION AUX TÊTES

La droite française a toujours été rétrograde. C'est ainsi qu'elle s'est toujours attachée, au nom de la toute puissance de l'Etat à la peine de mort (pour les autres...). Barre nous rappelle ainsi qu'« il faut que l'Etat puisse disposer des moyens nécessaires pour faire régner la sécurité et que la peine suprême puisse, le cas échéant, s'appliquer ».

La loi Badinter ne sera-t-elle, un jour, qu'un beau souvenir.



L'IMMIGRATION

Sur le thème de l'immigration, la droite dans son ensemble a évolué en fonction des changements qui se sont produits sur l'échiquier politique français depuis deux ans.

Avant 81, la droite classique était peu xénophobe. En 77, Chirac déclarait : « lier le chômage à la présence des immigrés est une réaction primaire ». L'arrivée de Le Pen a chamboulé ces belles idées.

« LES HOMMES DU SUD »

Le Front National, avec ses thèmes racistes, a trouvé un créneau qui l'a enraciné dans certains bastions de la droite classique. La concurrence électorale a donc joué à fond. Aux « hordes de barbares à l'assaut de l'Occident » lepenistes ont succédé les prophéties chiraquiennes : « Dans 30 ans, il sera impossible d'empêcher les hommes du Sud de monter vers le Nord ».

Sur le terrain, comme dans les discours, le ton s'est durci.

SELON LES MOMENTS, PLUS OU MOINS RACISTE

L'ANTIÉGALITARISME est un thème constant du concept de droite. Mais si toute la droite est souvent xénophobe, elle n'est pas forcément raciste. Weil le prouve même si ses considérations humanitaires font peu de cas des conditions de vie, de travail des immigrés en France. Ce sont davantage des préoccupations électorales qui amènent les leaders à reprendre à leur compte, ou à se démarquer des thèmes racistes. Il faut tout de même noter que les mesures actuelles contre l'immigration leur conviennent. Le Conseil de Paris, présidé par Chirac, n'a pas hésité, quant à lui, à exclure les familles étrangères de l'allocation au 3^e enfant.

En fonction des circonstances, la xénophobie de la droite peut devenir du racisme. Aujourd'hui, la situation s'y prête bien.

LIBERTAIRES

AU-DELA DES URNES

UN brouillard persistant s'est abattu depuis quelques années sur la France. La nébulosité opaque envahit de chien à retrouver leurs petits. Certains faux prophètes, vieux-nouveaux philosophes annoncent même la fin certaine de leur progéniture...
Et mon facteur de répéter : « Mais, madame, il n'y a ni droite ni gauche en France aujourd'hui ; c'est bien fini tout ça ! »
Mon facteur, militant patenté de la CFTD, serait-il devenu un adepte de la B.H. Levy ?

DES son arrivée au pouvoir, porteuse d'un passé plus ou moins mythique, la gauche a perdu son âme. La droite, dans l'opposition depuis quatre ans ne s'est construit ni vertu, ni âme. Ensemble, elles créent une social-démocratie qui s'installe peu à peu tant au niveau économique que sur le plan idéologique.

DES PARTIS SANS CONTENU

MODERNES et ringards s'affrontent sur la scène et veulent nous faire oublier qu'ils lisent le même texte. La mise en scène est immuable ; on a simplement « installé » quelques fauteuils de plus. Mais les acteurs qui s'affrontent n'ont plus qu'un seul souci : garder ou gagner le pouvoir. Les partis de droite ont toujours été des machines électorales. Par contre PC et PS étaient porteurs d'une « idéologie ». Aujourd'hui, le PC compte ses pertes et les socialistes retrouvent la vieille SFIO, regroupement de notables. C'est pourquoi on assiste à une osmose qui finit par être de l'apolitisme. Droite et gauche rêvent d'un centre arbitre, d'une social-démocratie de consensus. La force de ce courant c'est d'être statique, sans avenir (« Il n'y a pas

d'alternative »), sans passé (« après le Grand Soir, les petits matins étaient tristes »). Moyenne, petite, et grande bourgeoisie, trouvent là leur nirvana, la fin de leur histoire. Le « french way of life » est en place. Il a ses vedettes, les économistes « compétents » ; ses ténors, Fabius et Barre. Les exclus, ne sont pas forcément noirs, mais il est « grossier » de les appeler « prolétaires ». Pour tout dire on ne les nomme plus si ce n'est lorsqu'on « dégraisse les effectifs ».

LA « NOVLANGUE »

« **B**RANCHEE » ou « rétro », la novlangue est là pour éliminer les conflits, laminer les contradictions. La Silicon Valley est devenue le « must » des paysages exotiques. Et l'on ne met plus à la porte un ouvrier, on « ajuste simplement les effectifs »... Ce nouveau langage a ses pères fondateurs : des énarques, des technocrates, des ex maos qui ont tous des points communs, les dents longues, et le sens médiatique. A défaut d'idéologie, la gauche s'est saisie de ce vocabulaire pour imposer la restructuration. Comme le dit le moderniste Touraine : « *Le mérite de ce gouvernement sera de nous avoir débarrassés de l'idéologie* ».

socialiste ». Droite et gauche manipulent donc ce jargon qui trouve sa parfaite expression dans le journal « Libération », organe officiel de la véritable domination.

La novlangue veut nous faire prendre les vessies pour des lanternes et tente de combler le vide politique.

« LA POLITIQUE, C'EST RINGARD »

AUN moment où la lutte de classe (sorry !) connaît un recul colossal, la politique ne devient aux yeux de beaucoup que magouilles d'appareils. Les pouvoirs, les partis confortent, sans mal, cette impression qui les pérennise. Le monde devient cloisonné ; d'un côté les spécialistes économique qui gèrent, « scientifiquement », la restructuration, de l'autre, les politiciens patentés qui se négocient le pouvoir. Cette division du monde, absolument arbitraire, fait le lit d'un apolitisme dangereux. Car si la bourgeoisie y trouve son compte et sa quiétude, pour d'autres, le culte du présent s'installe.

Ce sont les jeunes chômeurs ou non, qui développent le plus ce type d'idées. La critique du travail, développée, il y a bien longtemps par des brontosaures, a été subvertie. C'est le règne de la démerde individuelle. Le chômage contribue fortement à accroître cette tendance. Mais, si l'apolitisme, pour la bourgeoisie est autonomie, culte de soi, pour les jeunes s'ajoute acceptation plus ou moins béate de la réalité, même si parfois elle ressemble à Le Pen.

Mais l'histoire ne s'arrête pas. Et ce sont aussi des jeunes qui ont mis en place « SOS racisme ». L'idéologie dominante a son revers. Le rejet de la politique politique peut parfois déclencher des « lendemains qui chantent ». On est nombreux à savoir qu'ils ne sortiront pas des urnes. La mémoire et l'espérance restent aujourd'hui d'excellents cocktails Molotov.

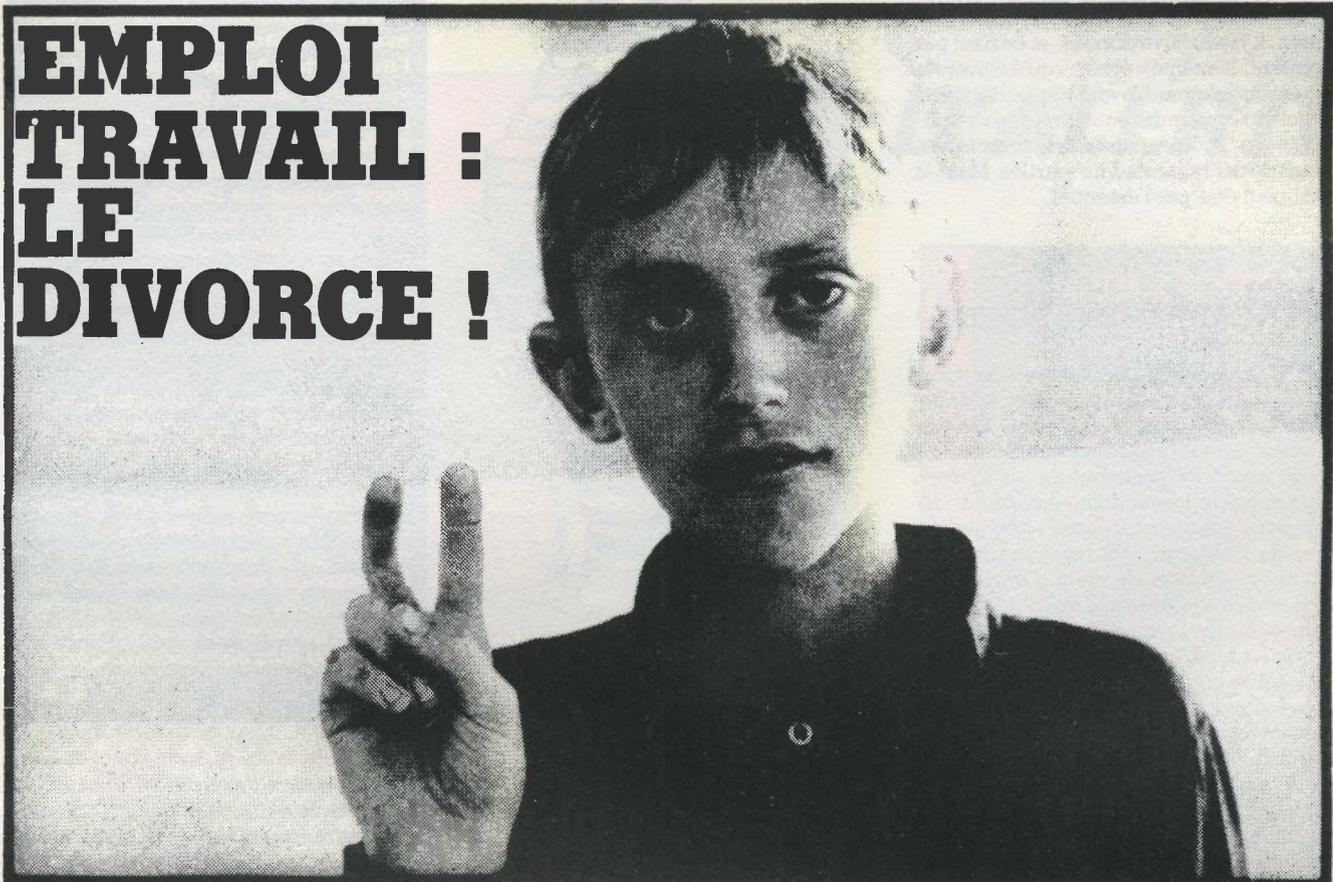
V. Marcos



AVOIR VINGT ANS

L'emploi disparaît, l'exploitation se peaufine. De l'insertion des jeunes chômeurs aux TUC en stock.

**EMPLOI
TRAVAIL :
LE
DIVORCE !**



9

PENDANT des décennies, pour la très grande majorité des travailleurs, l'emploi, le statut et le salaire formaient un tout indissociable. La classe ouvrière se mesurait à ce triptyque qui servait de base à toute une analyse de la société.

Aujourd'hui, la restructuration du capitalisme tend à faire éclater ces concepts, ou du moins à les modifier. Les jeunes chômeurs sont les premiers à expérimenter ces transformations. De l'insertion sociale aux TUC (travaux d'utilité collective) les jeunes de 16 à 21 ans découvrent tous les jours les « joies » de la modernité.

C'EST une banalité que de constater que la crise actuelle génère un chômage qui touche surtout les immigrés, les femmes et les jeunes. Pour les deux premiers groupes, les thèmes et les mesures racistes et misogines sont simplement utilisés afin de les renvoyer soit au pays, soit au « fourneau ». Pour le troisième, il fallait innover tant au niveau idéologique que législatif.

ON INSERE ET ON QUALIFIE

LE discours dominant, depuis quelques années, impute le chômage des jeunes, non pas à la situation économique, mais à l'enseignement qui serait « mal adapté », en « crise ». On a créé ainsi l'amalgame entre les problèmes réels nés de la « démocratisation » de l'enseigne-

ment et ceux nés du chômage. Par ce subterfuge, sont gommées les finalités de l'école qui restent celles de la reproduction sociale. L'avantage de ce type d'analyse, c'est de permettre au discours religieux, charitable, de se répandre. La coupable est désignée : l'école ! Il faut donc « aider » ses victimes : les jeunes. Et puisque le problème de l'emploi a été écarté, il s'agira donc « d'insérer socialement », de former et de qualifier ces « exclus ».

Schwartz, dans un célèbre rapport, fixa les principales idées : solidarité, insertion, aide à « l'autonomie » des jeunes. A partir de ces bases catholico-humanistes, enrobées d'un jargon pseudo-psychologique, furent lancés les stages d'insertion sociale et de qualification pour les 16-18 ans.

En janvier 85, le CEREQ (Centre d'Etude et de Recherche sur les Qualifications) a pu ainsi établir un premier bilan sur les 105 000 jeunes qui les ont fréquentés. Ces statistiques montrent que parmi les stagiaires, les plus nombreux (58,5 %) sont retrouvés en insertion. Les formations qualifiantes ont vite montré leurs limites : 32 % des inscrits ont obtenu soit un CAP complet, soit quelques unités capitalisables.

Grâce à la multiplication des stages, accomplis sous la pression sociale et économique, les jeunes ont, de fait, prolongé leur scolarité dans des structures à vocation essentiellement sociale. Car à la sortie, évidemment, le problème de l'emploi restait entier : plus de 60 % sont inscrits à l'ANPE et plus de 25 % occupent des emplois précaires. On retrouve donc là, et ce n'est pas étonnant, le même « échec » qu'à travers le système scolaire. L'avantage politique et social qu'en tire le pouvoir est évident : moins de chômeurs sur les statistiques, moins de délinquants dans les rues. Mais, là n'est peut-être pas l'essentiel.

L'ENCADREMENT SOCIAL

CES jeunes chômeurs constituent un groupe qui peut être « dangereux » pour le pouvoir. L'encadrement social (et la « formation n'en est qu'un aspect) a pour but de les insérer, mais aussi de les modeler. En les contrôlant dans des structures sans débouchés, souples, précaires, très peu lucratives, on fait naître un type de main d'œuvre qui, plus tard, s'adaptera à la mobilité. Pour le patronat, c'est la finalité essentielle de ces formations. « L'associatif » a donc pris une dimension colossale. Dans ce domaine, la manne étatique, pour des raisons d'abord politiques, a créé un marché très lucratif. Les stages se vendent aux enchères et les rivalités sont d'autant plus âpres qu'il en va de l'emploi... des éducateurs !

L'Etat (providence) grâce aux économies faites sur les chômeurs et la santé, a développé d'énormes structures d'encadrement. A court terme (88) on peut d'ailleurs penser que l'Education nationale, en rendant la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, récupérera une petite partie du public qui fréquente ces stages. Le plan Fabius de « 60 000 jeunes » est le début de ce processus, qui montre aussi que les socialistes au pouvoir changent de tactique. Le discours religieux ne va plus servir à insérer puisque le bilan financier est trop lourd. Il s'agit maintenant, à moindre prix, de former une main d'œuvre adéquate. Il faut « aider » les jeunes à s'adapter à la « modernisation ». Comme le dit Fabius : « rien n'est pire que l'inactivité ». Amen !

Les TUC (Travaux d'Utilité Collective) ne coûtent pas cher à l'Etat, puisqu'il ne finance aucune infrastructure. D'autre part, les « tucards » inscrits comme stagiaires de la formation professionnelle, disparaissent des listes du chômage. L'idéologie « boy scout » rencontre un tel écho que le succès de l'opération est d'avance assuré. Et il y a de telles carences dans certains secteurs d'activité que le « tucard » sera le bienvenu. Mais, comme le système des stages de formation, la création des TUC répond aussi à d'autres nécessités.



FIN DE L'EMPLOI, FIN DU SALAIRE

LES objecteurs de conscience dans les associations (encore !) et les VFI (jeunes du contingent employés comme profs d'informatique) des lycées, ont été des précurseurs. Sous-payés, isolés, sans statut, corvéables à merci, ils préfiguraient les TUC. Avec ceux-ci, en effet, s'ouvrent en grand les portes d'un nouveau salariat. Fin de l'emploi, fin du salariat ! Place au « revenu social » !

Le « tucard », dans son travail, n'existe pas ; il n'occupe aucun « poste », on le renvoie au bout de 6 mois sans procédure de licenciement, on lui impose à peu près n'importe quelle tâche et tout ceci sans contrôle syndical et avec un revenu bien en-dessous du SMIG. Le thème d'une hypothétique formation n'est là que pour faire passer tout le reste. La formule est connue...

En créant ce type de main d'œuvre, la gauche aujourd'hui fait une fleur extraordinaire au patronat de demain. Cette création est inséparable des mesures prises sur les temps partiels et sur la « flexibilité ». Le but est de créer des travailleurs parfaitement manipulables. Le modèle japonais de la classe ouvrière duale (« les « nantis » et les précaires) se met ainsi peu à peu en place.

DU T.U.C. AU FLIC

« **D**ANS le cadre du programme national pour les Travaux d'Utilité Collective, la Fédération des Œuvres Laïques a pris contact avec les Autorités Préfectorales, l'Inspection Académique, les Services de Police et de Gendarmerie pour la mise en œuvre dans notre département d'un dispositif permettant le développement d'actions autour de l'école, grâce au soutien de T.U.C. »

Ce sont donc quatre vingt dix jeunes demandeurs d'emplois qui sont embauchés par la Mairie de Toulouse, pour assurer la protection des enfants à la sortie des écoles.

Enfin un travail valorisant pour les jeunes ! Et si le métier leur plaît ils pourront peut-être entrer dans la police.

Pour ceux qui ce sont battus contre l'encadrement de la jeunesse, qu'ils se méfient, c'est la jeunesse qui les encadre ; pour les autres qu'ils se rassurent, la crise sous la gauche, va bientôt fournir autant de flics que de délinquants.

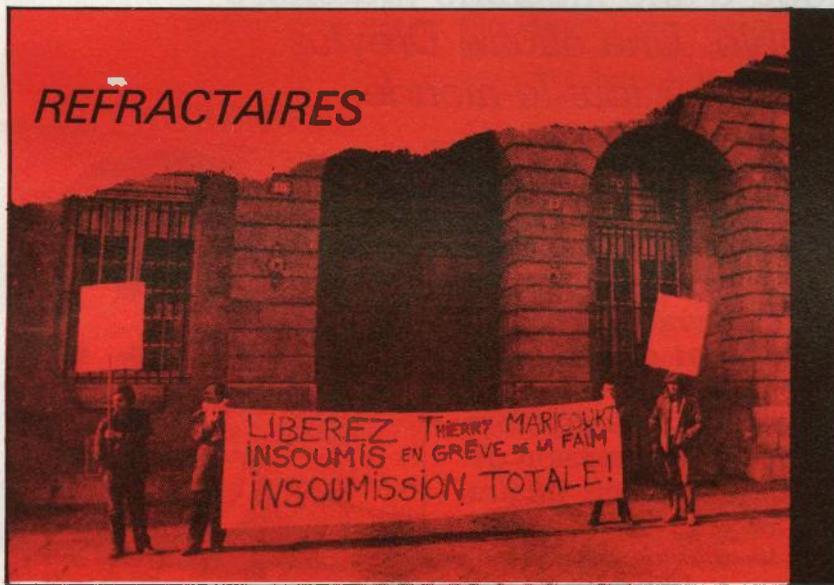
C.A.

Pour mieux faire passer les TUC, la gauche insiste sur le fait qu'ils n'occupent jamais un « emploi » et qu'ils n'ont que des activités de service. Ainsi le pouvoir justifie le chômage tout en reconnaissant le droit au travail. Belle pirouette qu'il sera difficile aux travailleurs de contourner lorsqu'il s'agira de réclamer la transformation des tâches effectuées par les « tucards » en emplois définitifs.

Aux problèmes immédiats s'ajoutent d'ailleurs les prophéties sur l'avenir proche que nous annoncent, tel A. Gorz, les philosophes de la « new society ». En effet aujourd'hui, la quantité de travail nécessaire à la recomposition du profit diminue (il y a du chômage), par contre il faut toujours des acheteurs. Ainsi, Friedman songea à créer un « revenu social » c'est-à-dire un revenu distribué à tous par l'Etat pour « solvabiliser leurs besoins et non pour rémunérer un quelconque travail ». Si les « libertariens » voient dans ce système un moyen de favoriser l'expression (autonome, bien sûr) des « besoins des individus », le patronat trouve là un moyen de « dégraisser » sans casse. La gauche en multipliant, pour des raisons électoralistes, les subsides à l'encadrement des jeunes va dans le même sens. D'une pierre elle fait plusieurs coups. Elle s'assure la tranquillité sociale et le soutien du patronat. Décidément, rien ne nous annonce des lendemains qui changent...

Julie Desgranges

L a chasse aux insoumis est à nouveau ouverte. Dans les pires conditions. Trop d'objecteurs, trop d'antimilitaristes sont encore dans un état de sommeil prononcé alors que sonne le réveil de l'affrontement judiciaire, donc politique. La rencontre du Larzac n'en est que plus nécessaire.



La libéralisation, toute relative, du statut des objecteurs, a, depuis deux ans, accentué la dérive d'un mouvement clairsemé et dangereusement éparpillé. Certes, le nombre d'objecteurs augmente mais l'immense majorité rejoint son affectation comme toute assez confortable. L'heure est à la « démerde » individuelle et peu nombreux sont, pour l'heure, ceux qui ne se contentent pas d'être des réfractaires aux obligations militaires pour devenir des résistants à la militarisation.

INITIATIVES EPARPILLEES

Plusieurs initiatives, pourtant, voient ça et là le jour. Objecteur insoumis définitivement condamné à six mois de prison, Bernard Jaudon doit certainement aux comités de soutien qui l'épaulent de conserver encore son emploi et sa liberté. Des objecteurs réservistes, des objecteurs à l'impôt sortent peu à peu de l'apathie dans laquelle les avait placés la « victoire » du Larzac.

Evolution encore limitée mais non négligeable, des objecteurs en affectation commencent, de leur côté, à s'inquiéter du fait que la banalisation du service civil marginalise l'objection. Et neutralise les objecteurs. Le Mouvement des Objecteurs de Conscience (MOC) entend « s'inscrire davantage dans une dynamique antimilitariste » : à son initiative, certains entreprennent une grève (illégal) de 3 jours tous les mois, tandis que d'autres

se proposent de désertir au terme de la première année de service. Des antimilitaristes accomplissent comme d'autres, le service. La convergence des initiatives résolument antimilitaristes ne peut plus attendre.

SOLIDARITE

Du côté des insoumis « totaux », la situation est plus que préoccupante. Depuis la condamnation, le 23 janvier, de Patrick Aguiar à 15 mois de prison ferme, il ne se passe guère une semaine sans qu'un insoumis soit arrêté, incarcéré, sanctionné. Fabien Duplaa a même été « jugé », trois jours à peine après son arrestation, en procédure expéditive : 15 mois fermes, également. Emprisonnés à Fresnes, deux insoumis mènent une grève de la faim : Thierry Maricourt depuis le 6 février, Serge Beausoleil depuis le 13.

Des comités de soutien, constitués à la hâte, s'efforcent d'interpeller l'apathie quasi-générale : « Allons-nous les laisser crever ? ». Cri de détresse ô combien justifié et si peu mobilisateur. Des semaines de privation de nourriture, des semaines de souffrances, le poids qui tombe, le corps qui flanche et, déjà, des conséquences irrémédiables pour l'organisme... Et à peine une poignée d'antimilitaristes, souvent libertaires, pour tenter de les arracher aux tentacules de la pieuvre militaire.

A Paris, Bordeaux, Angoulême, Périgueux, Amiens... quelques-uns parent ; aujourd'hui au plus pressé : réagir, pro-

LA COTE

D'ALERTE

PROTESTER ET SOUTENIR

Vous pouvez, nous pouvons briser l'isolement des insoumis emprisonnés par plusieurs moyens :

- Protester contre l'incarcération inadmissible de prisonniers d'opinion : Ministère de la justice, 13 place Vendôme 75001 Paris. Tél. (1) 261.55.85. Ministère de la défense, 14, rue St-Dominique 75007 Paris. Tél. (1) 555.95.20.

- Ecrire aux insoumis, même quelques lignes, est essentiel :

- Patrick Aguiar, Thierry Maricourt et Serge Beausoleil sont provisoirement au 1, av. de la Division Leclerc 94261 Fresnes Cedex ;

- Fabien Duplaa ; Maison d'arrêt, 17, rue de Chouinay 33170 Gradignan ;

- Dominique Seel est, lui aussi, depuis le 25 février en prison : 72, rue d'Auxonne 21000 Dijon.

Une adresse, enfin de coordination : Comité de soutien pour la libération des insoumis, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

tester, au cas par cas. L'heure n'est certes pas aux tergiversations. Par trop éparpillées, ces réactions gagneraient pourtant en efficacité à être coordonnées, insérées dans une lutte globale contre la soldatesque et ses pratiques. Au risque de s'épuiser en vain, le mouvement antimilitariste ne peut plus faire l'économie d'un bilan, d'un échange et d'une confrontation.

Qu'ils soient insoumis ou objecteurs, en service ou non, les réfractaires antimilitaristes et ceux qui les soutiennent peuvent encore coordonner leurs efforts, définir leur spécificité antimilitariste et, pour quoi pas, convenir, malgré leurs divergences, d'objectifs communs. La rencontre qui doit se tenir, au Larzac, les 25, 26 et 27 mai, peut être une première étape permettant de passer des réactions nécessaires à l'action concrète. Une étape, rien de plus, mais c'est déjà beaucoup.

Michel Auvray

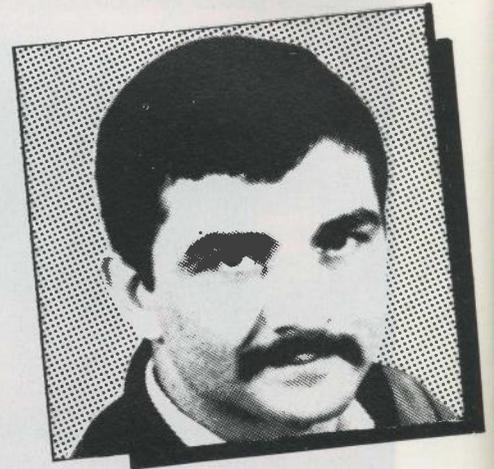
CRIME JUDICIAIRE

Le prix d'une ressemblance

L'engrenage d'une machine judiciaire implacable. Une affaire Dreyfus de Monsieur tout-le-monde...

LUC Tangorre est détenu depuis quatre ans. Sa ressemblance avec l'auteur d'une série de viols et agressions sexuelles lui a coûté cher, très cher : 15 ans de réclusion.

Les carences, contradictions et invraisemblances du dossier sont énormes. Comme sont énormes les malchances et malveillances dont il a été victime. Exemplaire, le cas Tangorre est devenu, ces derniers mois, grâce à la parution d'un livre et à la pression de comités de soutien, l'affaire Tangorre. Une affaire Dreyfus de monsieur tout le monde.



12

MARSEILLE, avril 1981. Voici 16 mois que se multiplient les plaintes de jeunes femmes victimes de viols ou d'agressions sexuelles, alors qu'elles regagnaient seules, la nuit, leur domicile. Même scénario, même comportement, mêmes lieux, même signalement : un individu d'environ 1,70 m, 20 à 25 ans, brun, petite moustache, vêtu d'un blouson, d'un jean et de tennis blanches. Rien de particulièrement original. Ni d'exceptionnel pour un homme de cet âge-là : il se déplace en 2 CV ou en cyclomoteur. Le portrait-type de plusieurs dizaines, centaines de jeunes marseillais.

LE PHYSIQUE DE L'EMPLOI

MARSEILLE, avril 1981. L'agresseur sévit toujours, au grand drame de la police, qui multiplie les patrouilles. La campagne pour les élections présidentielles est bien entamée, le maire de la ville ambitionne d'être appelé à de hautes fonctions... policières. Le 15 avril, l'ordre paraît rétabli. La presse locale se félicite de l'efficacité de la police et titre sur l'arrestation d'un jeune homme : « **Le violeur des quartiers sud sous les verrous.** » Peu

importe à ces plumitifs qu'un inculpé doit, en droit français, être considéré comme innocent, peu leur importe que la culpabilité de l'homme arrêté trois jours auparavant ne soit en rien établie. L'ordre peut régner. Luc Tangorre, qu'une patrouille de police a interpellé le 12 avril, est brun, moustachu. Il mesure 1,69 m, est alors vêtu



d'un jean et de baskets blanches. Sa voiture est une 2 CV, il possède un cyclomoteur. Comble de malchance pour ce sosie parfait du portrait-robot, il a, ce soir-là, dans la poche intérieure de son blouson, un couteau de cuisine. Un couteau enveloppé dans du papier journal, emprunté à son amie pour des travaux de peinture.

Les policiers triomphent. Ils sont d'autant plus enclins à voir en lui l'homme qui les a obligés à multiplier les rondes que Luc a, à leurs yeux, des « antécédents » : de menues frasques d'adolescent dont portent trace leurs fichiers. Circonstance aggravante : par reflexe, l'homme interpellé a osé rendre une gifle à un agent.

La spirale infernale est prête à fonctionner. Dès le lendemain matin, le voilà confronté aux victimes. Seul, derrière une glace sans tain ou, lors de parades de reconnaissance, avec cinq inspecteurs en civil. Or Luc Tangorre est, parmi les hommes alignés, le seul dont l'âge et la taille correspondent au portrait-robot, le seul à porter des baskets blanches, le seul dont l'allure de suspect ne fait guère de doute : fatigué, non rasé, l'air hagard, il a la « sale gueule » d'un homme gardé à vue.

Est-il alors surprenant que certaines victimes constatent sa troublante ressemblance avec leur agresseur, d'autant que les policiers les y invitent insidieusement ? Mascarade, pres-

sions, mensonges même. Oui, des femmes disent reconnaître leur agresseur. D'autres se montrent hésitantes ; et les moins formelles sont celles qui, précisément, ont eu le plus de temps pour détailler leur bourreau.

Pour les enquêteurs, l'affaire est désormais réglée. L'instruction n'aura plus qu'à peaufiner les détails. Luc Tangorre est happé par l'engrenage d'une machine judiciaire implacable.

L'ENGRENAGE

A l'acharnement des policiers fait suite la partialité du juge d'instruction. Il n'y a pas un témoignage, pas un indice, pas une déposition qui ne laisse apparaître des contradictions. Pièces à conviction plus que douteuses, absence de certaines analyses, expertises sommaires, les négligences de l'enquête ne se comptent plus. Et le magistrat instructeur prend son temps : multipliant les expertises psychiatriques ou psychologiques censées attester de la perversité supposée de Luc, il réfute de solides alibis provenant des proches de l'inculpé. Mais qui d'autre que vos proches peut témoigner de

votre présence à leurs côtés, à une heure avancée de la nuit ?

Le 24 mai 1983, la cour d'assises d'Aix-en-Provence condamnait Luc Tangorre à 15 ans de réclusion criminelle pour quatre viols, une tentative de viol et cinq attentats à la pudeur.

Que peuvent les arguments, les démonstrations et brillantes plaidoires face à la charge émotionnelle, aux témoignages bouleversants des victimes ? La gravité des faits qui sont bouleversants des victimes ? La gravité des faits qui sont reprochés à l'accusé n'est pas niable. Le viol est un crime, l'un des plus odieux. Les femmes viennent le dire à la barre. Quitte à se contredire, la plupart sont à présent formelles à reconnaître en Luc leur agresseur : sur cinq femmes ayant subi un viol ou une tentative de viol, le pourcentage des reconnaissances formelles est ainsi passé, entre la première confrontation et le procès, de 0 à 75 %. Fragilité des témoignages, les souvenirs et images se superposent selon un processus psychologique à la source de bien des erreurs judiciaires.

Les « preuves » de la culpabilité ont beau s'effrondrer les unes après les autres, Luc Tangorre est, au nom de l'« intime conviction » des jurés, devenu le coupable parfait. Scandalisés, des proches, des amis, quelques

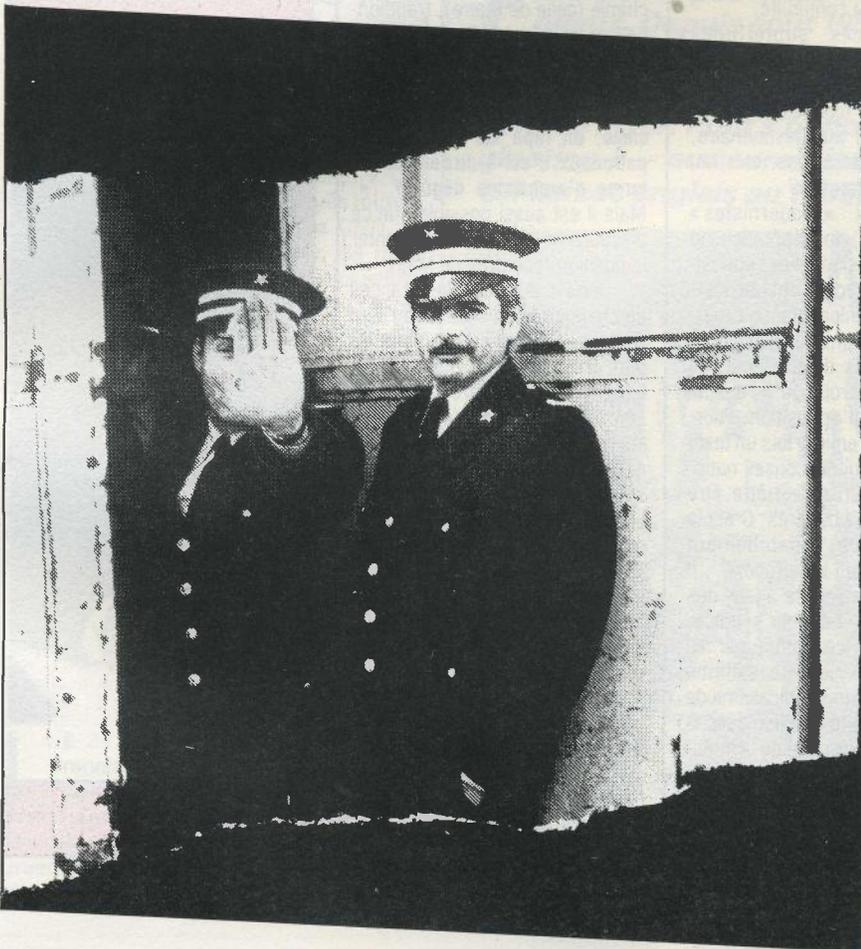
individus courageux comme Gisèle Tichane et Pierre Vidal-Naquet œuvrent, depuis lors, pour obtenir la révision du procès et la libération de Luc. La publication d'une contre-enquête remarquable, « **Coupable à tout prix** », la constitution de plusieurs comités de soutien ont commencé à interpeller la presse et l'opinion : première étape, un pourvoi dans l'intérêt de la loi vient d'être déposé par le Garde des sceaux auprès de la cour de cassation. L'entreprise est longue, hasardeuse : la justice n'aime guère se déjuger.

Tout doit se jouer dans les prochains mois. L'enjeu est plus important qu'il n'y paraît : la liberté de Luc, bafouée depuis quatre ans, nos libertés de sosies potentiels menacées. Écoutons l'interpellation que formule Pierre Vidal-Naquet : « Ce qu'il faut essayer d'expliquer — en situant fermement les responsabilités —, c'est l'erreur judiciaire en passe de devenir au fur et à mesure que les mois passent et qu'un innocent demeure en prison, un crime judiciaire ».

Michel Auvray

• Luc a besoin de se sentir moins seul. Écrivez-lui : Luc Tangorre, B.P. 312 31605 MURET cedex.

Comité de soutien national : Pierre Vidal-Naquet, 11, rue du Cherche-Midi 75006 Paris.



COUPIABLE A TOUT PRIX

Chercheuse au CNRS et auteur d'un ouvrage féministe sur l'accouchement, une femme a suivi le procès, interrogé témoins et proches, étudié de près le dossier d'instruction. Nul effet de style : avec la même logique, la même rigueur qu'elle emploie dans ses travaux de biologiste, Gisèle Tichané a repris un à un les éléments à charge et les a démontrés. Lucide, convaincante, cette véritable contre-enquête est bien, selon le vœu de Pierre Vidal-Naquet, qui en a rédigé la postface, « une arme efficace dans cette dure bataille contre l'erreur judiciaire ». Un livre bouleversant, un livre-document sur lequel les comités de soutien appuient leur action. La lecture achevée, le (la) plus sceptique d'entre nous conviendra qu'il y a au moins place au doute — un doute énorme et horrible — sur l'identité du criminel. Un doute qui aurait dû, nécessairement, bénéficier à Luc Tangorre. Et doit dès demain lui bénéficier.

• Gisèle Tichané, « Coupable à tout prix, l'affaire Luc Tangorre », Ed., La Découverte (68 F).

LIBERTAIRES ET KANAKY

Jusqu'ici les libertaires ont toujours marqué leur défiance et même plus, avec les luttes de libération nationales. Il faut avouer que l'évolution de ces dernières vers des Etats souvent des plus oppressifs (l'expérience vietnamienne par exemple) n'incite pas à l'enthousiasme combatif. Cependant, cette légitime critique libertaire avait dans le passé comme corollaire, une certaine abstention d'action solidaire avec les peuples opprimés. Les libertaires, enfermés dans une position puriste sur la question nationale, s'interdisaient par là-même, de peser sur les événements. La lutte des kanaks vient de rompre cet immobilisme à travers le large panorama de la mouvance libertaire. Sans rien renier de leurs principes anti-capitalistes et anti-étatiques, la majorité des groupes français se sont clairement et concrètement engagés auprès du peuple kanak en lutte. L'appel libertaire de Daniel Guerrier, suivi des prises de positions sans ambiguïtés de la Fédération Anarchiste, de



l'UTCL et de la Coordination Libertaire anti-impérialiste, marquent à la fois la solidarité du mouvement pour le mot d'ordre d'indépendance, la dénonciation du plan néo-colonial de Pisani et la volonté d'aider à l'apparition d'une Kanaky socialiste et autogestionnaire. Les revues du mouvement ont fait de même : «Lutter», «Agora», «Courant Alternatif», et «IRL» qui a d'ailleurs publié un numéro spécial sur le peuple kanak. Gageons

que cette entrée dans l'actualité des libertaires sera des plus bénéfiques aux idées qu'ils défendent, les rendant plus crédibles parce que prononcées de l'intérieur de cette lutte. Espérons que ce changement de stratégie préfigure d'une unité d'action auprès des kanaks (affiche nationale unitaire ? apparitions communes ?...) qui déculerait ainsi nos forces.

T.A.



GUADELOUPE : COMLOT ANTI-INDEPENDANTISTE !

«L'apogée» de l'ARC (Alliance Révolutionnaire des Caraïbes) a été, sans nul doute, l'attentat contre la Préfecture de Basse-Terre qui fit 23 blessés le 14 novembre 83. Cette action était au centre des débats lors du pro-

cès de 6 Indépendantistes en janvier dernier, qui fut une vaste fumisterie.

Sous la voiture piégée, totalement calcinée, la police aurait miraculeusement trouvé une facture intacte appartenant à une militante de l'ARC. Par elle, on aurait alors remonté la filière. Autre fait troublant : le préfet d'alors, qui fut prévenu par téléphone de l'imminence de l'attentat, refusa de faire évacuer les lieux, y compris à la demande des artificiers. On aurait voulu faire des victimes permettant de justifier de futures condamnations «exemplaires», qu'on ne s'y serait pas pris autrement. Luc Reinette et Humbert Marbœuf — membres actifs du MPGI (Mouvement Pour une Guadeloupe Indépendante), branche légale de l'ARC — ont été condamnés à 19 ans de prison.

Déjà, en juillet dernier, quatre militants du même mouvement trouvaient la mort dans d'étranges circonstances. Ces deux faits sont-ils isolés ou bien font-ils partie d'une vaste complot anti-indépendantiste ! Et le pouvoir croit-il régler une lutte de libération par une répression bottée !

M.N.

CFDT : LE CONGRES S'AMUSERA-T-IL ?

En juin, se tiendra à Bordeaux le prochain congrès de la CFDT. Discussions, débats, textes oppositionnels, présagent-ils d'un changement d'orientation ? Pas sûr ?

A quelques mois de l'ouverture du congrès, les différentes «sensibilités» ajustent leurs tirs. A travers la presse, confédérale ou pas, les différents courants préparent les débats. Il est vrai que depuis le clash de la «flexibilité», les choses se sont légèrement modifiées. Les tenants du «modernisme» campent toujours sur leurs positions mais ont mis un peu d'eau dans leur vin : les textes définitifs soumis au congrès le prouvent. Et comme si cela ne suffisait pas, Maire vient de sortir 36 pages pour «clarifier les enjeux». La manœuvre a certainement deux buts : éviter que le nombre des oppositionnels n'augmente et se désigner comme le conciliateur. Il est donc possible, dans ce cas, que la frange la plus droitiste de la centrale (Kaspar) soit ainsi écartée lors du Congrès. C'est ce que l'on appelle le chan-

gement dans la continuité.

Malgré ces subterfuges bureaucratiques, les enjeux de Bordeaux restent entiers : faut-il ou non balayer tous les acquis de 70 (socialisme autogestionnaire, syndicalisme de classe, etc.) au nom de la modernité ?

Face aux «modernistes» (durs ou mous), les fédérations et unions professionnelles oppositionnelles ont reçu le soutien conditionnel de l'Union régionale parisienne (la plus grosse de la confédération). Mais il ne s'agit pas pour autant de croire qu'il y a unité sur les points d'opposition. Pourtant, pour la première fois un texte alternatif à celui du Conseil national sortant, pourra, peut-être, être mis en débat au congrès. C'est la Fédération de l'habillement (Hacuitex) qui le propose. Il s'agit-là d'une remise à jour des thèmes de 70. Face au syndicalisme de «service» prôné par les «modernistes», le texte réaffirme la nécessité d'un syndicalisme de classe, de l'unité d'action avec la CGT, bref, une reprise de la mobilisation ouvrière.

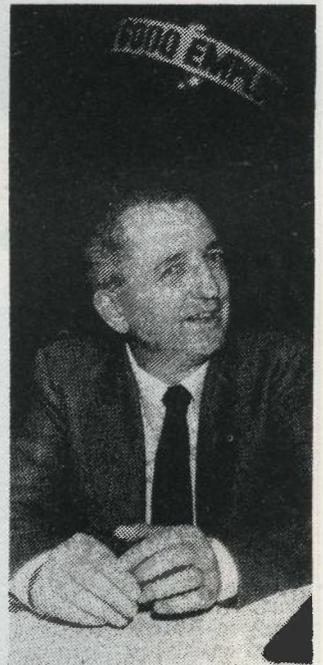
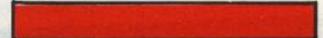
L'originalité du Congrès pourra aussi venir, dans une moindre mesure de la Fédération

chimie (celle de Maire), traditionnellement alignée. Son secrétaire n'a-t-il pas, en effet déclaré récemment : «les modernistes... ont souvent une analyse superficielle, un repli sur des slogans patronaux, c'est-à-dire en fait une forme d'archaïsme déguisé...». Mais il est aussi possible que ce discours ne serve qu'à alimenter la position recentrée de Maire.

Dans tous les cas, les chances de changement d'orientation sont limitées. Seules les positions les plus «réalistes», les plus scandaleuses, pourront être modifiées. La période actuelle, dans laquelle les luttes sont restées ponctuelles ne peut que conforter la majorité sortante. Or, c'est à travers les actions, sur le terrain, que peut naître une véritable opposition. C'est l'absence des luttes d'envergure qui explique les difficultés à vivre et à s'exprimer des tenants de «pour une autre démarche syndicale».

En tout état de cause le congrès permettra de vérifier les ravages de la «modernité» et les formes d'opposition qui peuvent s'en dégager.

V.M.



DES FEMMES CONTRE LA GUERRE

Costumées, colorées, maquillages, danses et musiques... À Greenham Common, féminisme et pacifisme se conjuguent au futur.

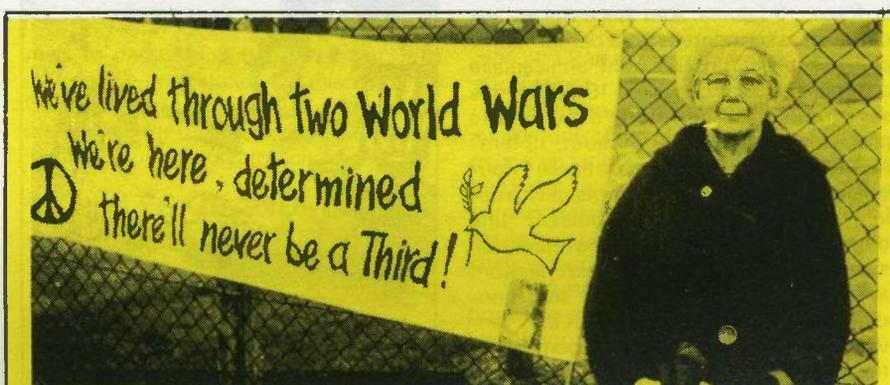
DÉPUIS que l'OTAN a décidé d'installer 96 missiles de croisière sur le sol britannique, existe outre-manche l'un des mouvements anti-guerre les plus influents d'Europe.

L'E.N.D. (European Nuclear Disarmament), Mouvement pour le Désarmement Nucléaire en Europe a, le 28 mai 1980, publié un appel pour une Europe « sans armes nucléaires de la Pologne au Portugal », qui a rencontré un large écho. Créée à la fin des années 50, la C.N.D. (Campaign for Nuclear Disarmament) renaît de ses cendres pour devenir un mouvement avec lequel doivent compter les institutions. Aujourd'hui forte de 250 000 membres et 950 groupes locaux, possédant un journal (« *Sanity* ») qui tire à 75 000 exemplaires, la C.N.D. élargit même son influence aux partis et syndicats.

Des groupes de la CND existent dans le Labour Party (travailleurs), chez les libéraux et même chez les conservateurs. Des syndicats (tels celui des employés municipaux) ont adhéré en bloc à la CND. Le mouvement a reçu le soutien, de nombreux conseils régionaux et municipalités. Nul doute que ces relais institutionnels freinent la radicalisation du mouvement. Nul doute aussi que cette diversité contribue à son ampleur : 100 000 manifestants à Londres en octobre 1980, 250 000 un an plus tard pour proclamer le refus simultané des euromissiles américains et soviétiques : pour réclamer aussi que la Grande-Bretagne donne l'exemple en procédant à un désarmement nucléaire (et non pas des armes conventionnelles, certes) unilatéral.

« WOMEN'S PEACE CAMP »

LE 27 août 81 : au plus fort de la renaissance du mouvement anti-guerre, 40 femmes partent à pied de Cardiff. Leur but : établir un camp de paix à l'entrée de la base américaine de Greenham-Common, située au nord-ouest de Londres, et y empêcher les tra-



FEMINISME pas mort. Pacifisme non plus et c'est tant mieux. Depuis août 1981, des femmes anglaises prennent en main leur vie et leur lutte. Autour de la base de Greenham-Common, elles campent jour et nuit, été comme hiver. Pour s'opposer avec force — et quelle imagination ! — aux euromissiles et autres engins de guerre. Un Larzac anglais au féminin.



vaux nécessaires à l'installation des missiles de croisière. Le 5 septembre, plusieurs femmes s'enchaînent à la grille de la porte principale. Le « Women's peace camp », le « Camp des Femmes de la Paix » est né.

Quelques hommes ont marché avec elles. Mais il fut clair, tout au long de cette marche, qu'ils n'étaient que des accompagnateurs. En majorité, les femmes conduisaient la marche, prenaient les décisions et lui donnaient un caractère spécifique : costumes colorés, maquillages, danses et musique, elles exprimaient leur joie de vivre et leur détermination pacifiste de manière symbolique, nouvelle. La création du camp, la poursuite de l'occupation sont et restent une action spécifiquement féminine.

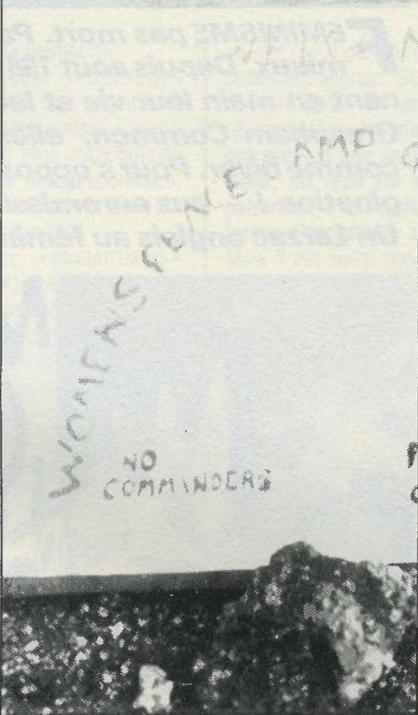
Au début surpris, policiers britanniques et militaires américains ne tardent pas à réagir avec hostilité aux multiples actions directes menées par les femmes. Le 21 décembre 81, elles réussissent à empêcher des travaux de terrassement en s'asseyant devant les engins. Le 21 mars 1982, elles sont 10 000 à célébrer l'équinoxe de printemps et à bloquer l'entrée de la base. Le 27 mai, elles sont expulsées par la force : 9 heures sont nécessaires aux casseurs assermentés pour démolir complètement le camp. Le 6 août, anniversaire d'Hiroshima, elles déposent 10 000 pierres sur le monument aux morts d'une localité proche, en souvenir... Le 27 août, 19 femmes occupent le poste de sentinelle : nouvelles arrestations. Excédées par cet harcèlement, les autorités expulsent une deuxième fois les femmes. Et la répression s'accroît : le 5 octobre, 13 femmes sont arrêtées ; le 15 novembre, 23 sont condamnées à 15 jours de prison... Le 1^{er} janvier suivant, 44 femmes escaladent la clôture de la base et vont danser sur les silos en construction.

Les actions succèdent aux actions, les procès aux arrestations. Soumises à toutes sortes de vexations, sans abri réel pour se protéger du froid et de la pluie, elles tiennent bon et installent, peu à peu, une dizaine de camps de paix autour des 13 kilomètres de clôture.

Exemplaire, l'action des femmes de Greenham-Common est suivie de la création de nouveaux camps, eux mixtes : à Molesworth, deuxième base où doivent être installés les missiles de croisière ; mais aussi autour de plusieurs sites nucléaires (usines d'enrichissement, base de l'armée de l'air...). Quelquefois, des dizaines de milliers de femmes les rejoignent : elles sont 30 000, le 12 décembre 1982 ; 30 000 qui, se tenant par la main, entourent complètement la base. Le matin, elles ont décoré la clôture de symboles de vie : fleurs, jouets, photographies, ballons, poèmes... Le lendemain, dès l'aube, plusieurs milliers d'entre elles commencent un blocus sans violence. Et tard dans la nuit, elles obtiennent ce qu'elles réclamaient depuis leurs installations : un débat télévisé avec le ministre de la défense. Deux jours plus tard, un débat « d'urgence », sur les armements nucléaires aura lieu au Parlement.

« JOBS, NO BOMBS ! »

L'INFLUENCE des femmes de Greenham-Common a dépassé le cadre du mouvement anti-guerre. Soucieux de préserver l'emploi, les syndi-



cats britanniques sont de plus en plus nombreux à considérer que le gouvernement a mieux à faire que d'investir des milliards dans une industrie d'armement inflationniste. De leur côté, les pacifistes sont inévitablement amenés à faire le lien entre la politique de défense et ses incidences sociales et financières.

Commencée le 12 mars 1984, la grève des mineurs va devenir le lieu privilégié de convergence de ces diverses aspirations. « **Jobs, no bombs !** » : des emplois, pas des bombes. Et beaucoup de femmes de mineurs, regroupées en comités, s'inspirent directement de l'exemple des femmes pour la paix.

Nombre d'entre elles se sont organisées, au début pour collecter des fonds, puis pour populariser la grève et même participer aux piquets.

Quelquefois, des liens très concrets sont tissés. Par exemple, à Sheffield, l'un des centres de cette longue et dure grève, la section de « Femmes contre la fermeture de mines » discute avec le groupe « Femmes pour le désarmement » de la même ville, des méthodes d'action à employer dans les piquets de grève. A plusieurs reprises, des marches conjointes sont organisées par des femmes de Greenham-Common et des épouses ou sœurs de grévistes. Et, le 9 juin 1984, 150 000 britanniques manifestent à Londres sur le thème de « Non aux missiles, non à l'austérité ! »

Au soir de la grève des mineurs, l'une des femmes de grévistes, Betty, constate l'évolution irréversible : « **La grève a constitué pour nous l'éducation sociale et politique la plus rapide que nous aurions pu désirer... Maintenant, nous sommes devenues des êtres politiques.** » Les 16 premiers missiles Cruise sont parvenus à Greenham-Common le 23 novembre 1983 mais les femmes du camp n'entendent pas, elles aussi, se résigner. Moins d'un mois plus tard, une nouvelle manifestation de 30 000 personnes se déroule devant la base. Clôture en partie détruite, palissade arrachée, des femmes pénètrent sur le terrain militaire. Fin septembre 84, des milliers de femmes viendront de nombreux pays pour participer, dix jours durant, à un rassemblement international : discussions, chants, danses et, tous les soirs des mètres et des mètres de clôture coupés, enlevés, en vue d'une « invasion » ultérieure.

En Grande-Bretagne, comme dans le reste de l'Europe, le mouvement anti-guerre a certes échoué à empêcher le déploiement des euro-missiles. Mais il continue à vivre et à s'organiser. Malgré celles et ceux qui cherchent une solution « raisonnable » et préconisent le « gel » comme perspective stratégique. Même si la CND a refusé de soutenir la dernière initiative des femmes de Greenham, clairement anti-OTAN.

Les missiles de croisière doivent être installés sur des rampes de lancement mobiles et dispersés dans un large secteur. D'ores et déjà, des femmes se préparent à bloquer les issues de la base et les routes avoisinantes pour empêcher les essais. En Grande-Bretagne, féminisme et pacifisme se conjuguent encore au futur. De quoi faire frémir la crête du punk de service.

Michel Auvray

L'ŒIL DU CYCLONE

MALGRE une répression accrue, l'opposition à la dictature de Pinochet ne fait que s'accroître, surtout dans les « poblaciones » (bidonvilles). Un réfugié politique, il y a un an encore très actif au sein du groupe anarchiste « Pensée et Action Socialiste » (PAS), nous donne son avis sur la situation actuelle.

DEPUIS l'arrivée de Pinochet nous vivons à nouveau sous la dictature qui connaît d'énormes difficultés face à l'opposition. On peut diviser celle-ci en deux parties : d'une part l'opposition traditionnelle (...) et, d'autre part, l'opposition populaire des bidonvilles.

La traditionnelle est composée de deux coalitions. La plus importante est l'Alliance Démocratique (AD), une union de démocrates-chrétiens, de défenseurs de la théologie de libérations, de sociaux-démocrates, de membres du centre-droit et des socialistes de droite. L'autre coalition, le Mouvement Démocratique Populaire (MDP) est formée par les partis, socialistes et communistes. Il n'existe pas de véritable coopération entre les deux blocs,

mais ils participent, mensuellement, aux journées de protestation organisées par la CNT, un syndicat modéré qui défend en premier lieu ses membres, aussi bien communistes que démocrates-chrétiens (...).

LES GRANDES MANŒUVRES

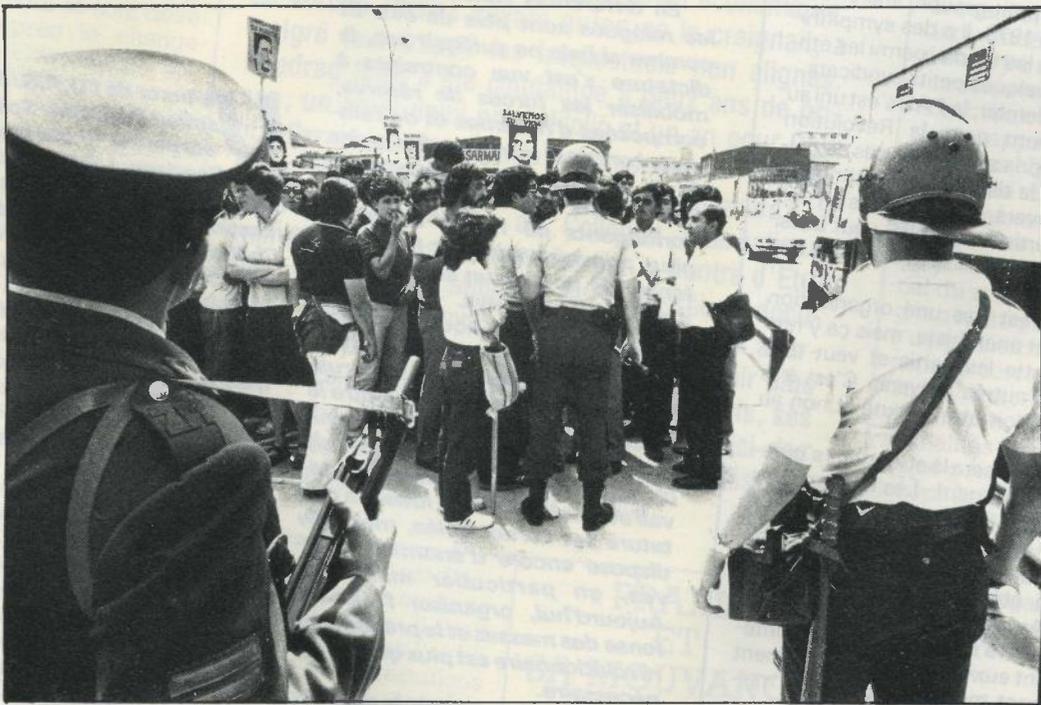
LE centre de l'opposition se situe dans les bidonvilles. Là vivent les ouvriers et les gens de la campagne qui ont rejoint la ville où réside 60 % de la population chilienne (...). A Santiago seul, 60 à 70 % des gens vivent dans les bidonvilles et la situation est identique à Concep-

cion et à Valparaiso. Chômage et misère s'y côtoient.

Les journées de protestations mensuelles ont commencé en 1983. Mais les gens s'en fatiguent, faute de résultats. Les gens des taudis en ont marre des belles paroles et des réunions de l'AD et du MDP car ils constatent que leur situation empire chaque jour (...)

Les Américains exercent d'ailleurs des pressions sur Pinochet (arrêt des crédits, etc.) pour qu'il arrive à une entente avec l'AD. Les Etats-Unis craignent que le Chili ne tombe entre les mains de la gauche si l'AD et le MDP arrivent au pouvoir sans le secours de l'Armée et de Pinochet.

L'AD mène déjà des pourparlers avec Jorja, ministre des Affaires Intérieures et



ancien fasciste, mais ils n'arrivent pas à conclure un accord. En plus, Jorpa et Pinochet ne cessent de se contredire. Le MDP, par contre, n'a aucun contact avec Pinochet lequel refuse de discuter avec les socialistes et les communistes. La population n'a rien à voir avec ça. Elle refuse le dialogue et s'oriente elle-même.

LES « POBLADORES » S'ORGANISENT

DANS les bidonvilles, la méfiance règne envers l'opposition traditionnelle. Les gens veulent rester autonomes par rapport aux communistes et aux démocrates-chrétiens. Ils s'organisent depuis 1983. Autrefois, quand l'Armée pénétrait dans les taudis avec les fusils et gaz lacrymogènes, elle coupait l'électricité et interdisait que l'on transporte les blessés à l'hôpital. Maintenant les "pobladores" ont érigé des postes de premier secours et ils organisent chaque jour un repas chaud pour tous.

L'Eglise catholique qui professe la théologie de libération joue un grand rôle dans les taudis. Les gens ne savent plus ce qui se passe dans les autres quartiers à cause de la censure. L'Eglise possède ses propres brochures et dans celles-ci elle fournit aussi des informations sur le reste du pays. Cela n'est pas censuré car l'Eglise et l'Etat sont séparés. L'Eglise sert donc de parapluie à l'opposition. Elle connaît la situation populaire. On peut comparer son rôle à celui qu'elle joue en Pologne.

LE MOUVEMENT DE RENOVATION SOCIALE

LE PAS, un petit groupe, anarchiste, fut créé en 1979. Il a des sympathisants dans les taudis, parmi les étudiants et dans quelques petits syndicats.

Depuis l'été dernier, le PAS s'est uni au MRS (Mouvement pour la Révolution Sociale) qui a repris ses idées : pas de collaboration avec la dictature et autonomie populaire à travers les syndicats et les comités de quartiers. Le MRS veut aussi unifier l'opposition des taudis et celle des étudiants.

Le MRS n'est pas une organisation spécifiquement anarchiste, mais ça y ressemble. Il rejette les partis et veut tout changer par d'autres moyens. C'est à la base que tout doit être discuté et non au sommet (...)

Bientôt l'hiver sera là et les gens s'organisent déjà maintenant. Les maisons des taudis sont en bois ou autres matériaux bon marché et les chemins en terre. En hiver il pleut beaucoup. Ils creusent donc un canal en été pour évacuer les eaux hivernales. Autrefois, ils espéraient que le gouvernement s'en chargerait, maintenant ils le font eux-mêmes. En ce moment ils construisent même de nouvelles maisons et un centre de réunion (...)

(Traduction : Alex)



LA RÉSISTANCE LIBERTAIRE SE DÉVELOPPE

« CHERS camarades, Nous sommes très contents de l'intérêt que le mouvement anarchiste international porte à notre activité révolutionnaire au Chili.

La dictature de Pinochet et de ses scribes veut arrêter le processus historique d'émancipation et continuer à tenir le pouvoir sous son contrôle. Le déploiement en force des militaires, la surveillance policière des populations ouvrières, les arrestations et les détentions arbitraires sont notre lot quotidien.

En différentes zones du pays, les relégués sont plus de 643. Et comme si cela ne suffisait pas, la dictature s'est vue contrainte à mobiliser les forces de réserve, composées d'hommes et de femmes. Lors de la « protestation » des 27 et 28 novembre, la dictature a lancé dans les rues de grands contingents de forces militaires pour pouvoir maintenir l'ordre et tenter de donner un semblant de « normalité » au pays.

Pour notre part, nous avons réalisé deux actions contre les moyens de transport public. Après le brusque virage de la dictature contre le processus d'opposition, les organisations populaires se doivent de changer leur méthodologie de travail et leur tactique de lutte. La dictature est certes isolée, mais elle dispose encore d'énormes réserves, en particulier militaires. Aujourd'hui, organiser l'auto-défense des masses et la propagande révolutionnaire est plus que jamais nécessaire.

Telle est, pour nous, la situation

chilienne. Aussi, à partir de cette date, et en tant qu'anarchistes révolutionnaires, voulons-nous nous insérer au niveau local (zone nord) avec notre propre organisation et notre propre sigle : « Organisation Populaire Spartacus ». Nous développerons une infatigable propagande révolutionnaire en direction des masses de travailleurs et prendons contact dans les « poblaciones » afin d'augmenter nos forces. Le travail sur le front des « pobladores » et dans l'organisation des femmes sera poursuivi. Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin de votre aide (...).

Marcos

UN texte de l'O.P.S. (Organisation Populaire Spartacus) est paru le 10 décembre dernier à Santiago. L'OPS s'y présente comme une des nombreuses organisations de classe nécessaires au Chili et lance un appel à la lutte contre Pinochet et contre ses possibles remplaçants bourgeois. L'OPS, tout en favorisant le développement des organisations autonomes de base a, par ailleurs publié une déclaration de principe conçue comme une « contribution idéologique des anarchistes au processus révolutionnaire chilien ». L'OPS y critique par avance les coalitions des partis sociaux-démocrates (AD, MDP) qui tenteraient de se servir des « journées de protestation » pour parvenir au pouvoir et offrir ainsi une issue démocratique bourgeoise au capitalisme national et international.

YUGOSLAVIE

LA GALAXIE DISSIDENTE



PHOTO DENIS

Graffitis sur les murs yougoslaves.

D. - Qu'entend-t-on par «dissidence de gauche» en Yougoslavie ?

V. - D'abord, je dirai que la dissidence de droite englobe les monarchistes nostalgiques, les fascistes et les divers nationalistes. Ces derniers se sont développés après le changement de Constitution, survenu au milieu des années 60, qui a décentralisé le pouvoir politique vers les différentes républiques fédérales.

Par simplification, tout le reste peut être dit de «gauche».

D. - Peux-tu nous brosser un tableau de cette dissidence de gauche ?

V. - Il y a d'abord la dissidence provenant du Parti Communiste, c'est-à-dire tous ceux qui, au cours du temps, en ont été marginalisés. Parmi eux, Djilas, célèbre ex-dauphin de Tito, exclu du pouvoir fin 1953. Proche, il y a un temps, des staliniens, il a évolué jusqu'à devenir l'avocat de la démocratie libérale parlementaire de type occidental. Ce n'est

DANS le précédent Agora, nous avons rendu compte du procès politique intenté à la dissidence yougoslave par un pouvoir empêtré dans sa langue de bois et ballotté par la crise économique. Le verdict, moins sévère qu'on ne le craignait, a malgré tout frappé les intellectuels non alignés. Miodrag Milić a été condamné à deux ans de prison, un an et demi pour Nilolić et un an pour Olujić. Parmi les documents «accusateurs» trouvés chez Mijanović la «justice autogestionnaire» a retenu les invitations au Colloque International anarchiste de Venise organisé par le Centre d'Etudes Libertaires de Milan, et les a classées «documents secrets envoyés par une organisation anarchiste». Bonjour la paranoïa ! Pour en savoir plus sur la dissidence yougoslave, ses orientations, ses tendances, la présence des libertaires, voici des extraits de l'interview d'un de ses camarades que le régime tente de réduire au silence.

pas par hasard s'il est d'ailleurs soutenu par certains Etats occidentaux. Il était un peu tombé dans l'oubli et se sont les arrestations du 20 avril qui ont fait reparler de lui.

« PRAXIS » ET SA MOUVANCE

D. - Mais est-ce un individu isolé ?

V. - Non, il y a plusieurs personnes en Serbie, dans les milieux intellectuels, qui sont sur des positions similaires. Dans la mouvance de l'ex-revue «Praxis», située un temps sur des positions dites «marxistes-libertaires», nombreux sont ceux qui se sont rapprochés de ses positions. Ils défendent la nécessité d'un pluralisme d'organisations politiques. Cependant, ils ne veulent pas d'un changement radical du système, mais plutôt d'une légalisation de l'opposition politique comme correctif et critique du P.C. qui resterait la force dominante. Parmi les personnalités les plus connues de ce courant, il y a les philosophes Mihajlo Markovic et Sveta Stojanovic. Mais, Djilas reste, sans doute, le plus célèbre. Cette tendance est également présente, mais dans une moindre mesure, en Croatie et en Slovénie.

D. - Et les autres groupes ?

V. - Il y en a qui sont restés sur les positions du «marxisme-libertaire»,

formule utilisée par les philosophes de l'Ecole de Francfort pour définir la mouvance de «Praxis», revue de notoriété internationale. Ils mènent une critique interne aux principes marxistes, affirmant qu'en Yougoslavie n'ont jamais été réunies les conditions économiques et sociales d'une réelle révolution dans la mesure où elle n'a pas connu un certain développement des forces productives. La révolution a donc été faite par les états-majors politiques qui se sont substitués à une base sociale inexistante. Le parti d'avant-garde se transformant en centre de sa propre défense, d'auto-conservation de ses propres privilèges.

D. - Quel rôle a joué cette mouvance de «Praxis» ?

V. - Elle a été très importante dans la rupture culturelle avec le «réalisme socialiste», en offrant la base théorique d'un développement artistique, scientifique, et plus généralement culturel, indépendant de l'hégémonie soviétique. Sur le terrain de l'esthétique ils étaient représentés par Danko Grlić, mort cette année ; en philosophie par Gajo Petrović ; en droit par Ljubomir Tadić et dans le domaine de l'éthique par Milan Kangrga. Ils étaient, et sont encore, des professeurs d'universités célèbres, jusqu'en Occident.

AGRANDIR LES ESPACES DE LIBERTE

D. - Et les tendances libertaire ?

V. - Elles sont nées aussi dans la mouvance de «Praxis» et n'ont pas rompu avec elle, maintenant d'ailleurs une collaboration régulière, de fréquents échanges d'idées et des débats constants.

D. - Par qui sont formées ces tendances libertaires ?

V. - Surtout par les étudiants des professeurs de la mouvance «Praxis». D'autant que certains de ceux-ci, tel Grlić, ont publiquement affirmé la nécessité de valoriser l'anarchisme. Ce dernier est, à leurs yeux, un utile objet d'étude qui fournit des

LA MAIN DE FER

« Connais-tu d'autres faits ou personnes, objets de censure ? Des livres sur le mouvement étudiant de 1968 ont été écrits en Yougoslavie. Ainsi Nebojsa Popov a fait une recherche sociologique sur ce mouvement, « Sukobi » (L'Affrontement). Avant même qu'il ne sorte de l'imprimerie, son livre a été saisi sous l'inculpation de « distorsion des faits ».

D'autre part, Zivojin Pavlović, réalisateur de cinéma a été expulsé de l'académie cinématographique « Crnival » (Vague noire). Il faisait des films politiquement engagés qui ont été interdits ou retirés du marché. Pavlović a également écrit un roman sur les événements de 68 auxquels il avait participé, « Ispljuvak pun Krvi » (Crachat sanglant). Ce livre a été aussi saisi.

Tous ces ouvrages circulent en photocopies parmi 500 à 1000 personnes, intellectuels de Belgrade, Zagreb ou Lubiana. De leur côté, les informations sur les procès politiques sont diffusés à travers des photocopies de textes brefs et clandestins, c'est-à-dire non signés.

indications intéressantes pour une amélioration des positions marxistes elles-mêmes. Récemment, un fonctionnaire du parti, membre de la direction d'une maison d'édition, a d'ailleurs déclaré qu'il fallait publier les classiques de l'anarchisme.

D. - A quelles catégories sociales et dans quelles zones géographiques trouve-t-on des libertaires ?

V. - Ces libertaires, en majorité, ce sont formés pendant le mouvement de 68, mais il y en a aussi d'autres plus jeunes. Leur présence est nombreuse à l'Université de Zagreb et aussi, mais dans une moindre mesure, à Lubiana et à Belgrade.

D. - Quelle est leur position face à la situation yougoslave ?

V. - Ils n'envisagent pas de changements de type institutionnel, style réformes libérales ou autres. Ils

parient plutôt sur un renouveau de type social ou culturel. Ils cherchent à défendre et agrandir les espaces de liberté, surtout dans le domaine de l'auto-gestion, en y incluant de nouveaux modes d'information et d'organisation de la vie quotidienne. Pour eux, l'avènement d'une démocratie libérale serait une régression, puisque même en Europe occidentale le besoin de forts changements se fait sentir pour pouvoir parvenir à une réelle société libre. Ils maintiennent qu'il est nécessaire de partir de la situation yougoslave telle qu'elle est, afin d'avancer vers cette société libre.

D. - Et quelle attitude ont-ils dans leur confrontation avec le marxisme ?

V. - Globalement cela se traduit par le refus des positions politiques marxistes. Tout en repoussant la politique de conquête du pouvoir, certains considèrent positivement la partie philosophique de la pensée marxienne. D'autres, par contre, se situent au plus près de l'anarchisme, et parfois même en son sein.

D. - Et quelles activités développent-ils ?

V. - Ils se méfient des moyens politiques, même s'ils cherchent à faire pression sur le pouvoir à travers des initiatives de la base que l'on ne peut réprimer

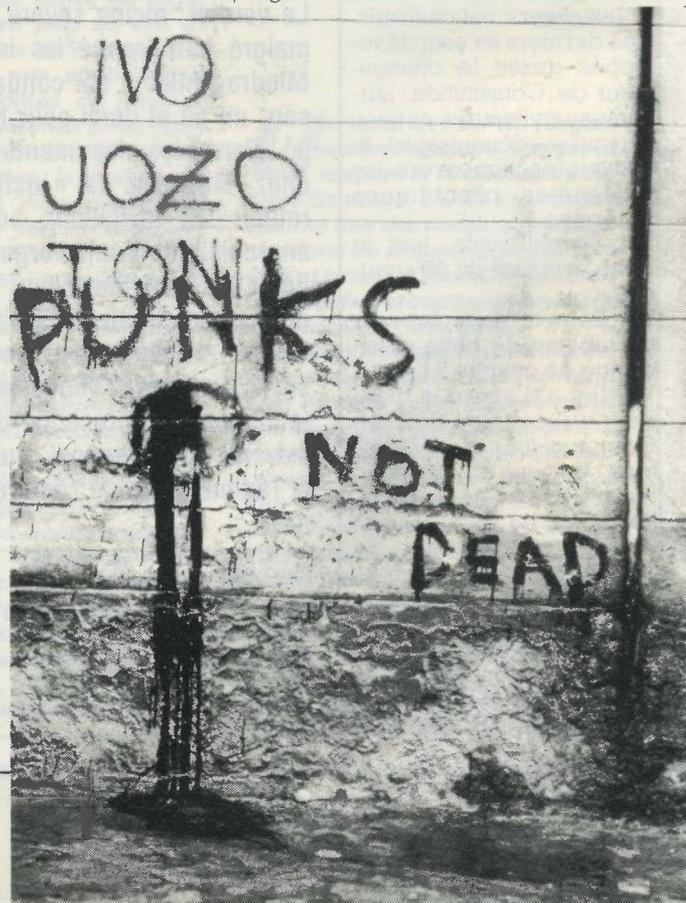
comme les pétitions, par exemple en faveur des détenus politiques, ou plus récemment, pour dénoncer la mort de Radomir Radović. En outre, ils publient des écrits libertaires, passés ou présents, produits par eux-mêmes ou traduits. Ainsi, le dernier numéro de la revue « Vicici » (Regard), journal culturel de la Jeunesse Socialiste Serbe, consacre un large espace au thème de l'anarchisme italien. Mais, ces idées ne circulent que dans des cercles intellectuels assez limités.

D. - Pourquoi les libertaires se sont-ils impliqués dans le procès de Belgrade ?

V. - Essentiellement parce que c'est un procès monté de toutes pièces par l'Etat. Celui-ci s'en sert dans ses luttes intestines pour le partage du pouvoir déclenchées depuis la mort de Tito. Egalement, parce que ce procès est utilisé pour détourner l'attention de l'opinion publique de la crise économique vers la question des « ennemis de l'Etat ». En réalité, il s'agit d'un affrontement au sommet, entre la tendance dure et la tendance plus favorable à une certaine libéralisation. Enfin, une dernière raison, est que parmi les inculpés, il y en a qui sont sur des positions libertaires.

Graffitis sur les murs yougoslaves.

PHOTO DENIS



R.F.A. : CHASSE AUX SORCIERES

En l'espace de quelques mois, les libertaires sont devenus la cible préférée de la réaction allemande. Il s'agit de faire taire la propagande antimilitariste, surtout quand elle commence à porter ses fruits dans le domaine de l'insoumission totale, et de couper le mouvement pacifiste de ses racines les plus radicales, en criminalisant les militants anarchistes.

Horst Stowasser a été condamné à 875 deutschmarks d'amende (ou à 35 jours de prison) pour offense à l'armée. Il avait écrit qu'elle était une violence organisée, que le métier de soldat consistait à tuer d'autres êtres humains et que tout soldat était un meurtrier professionnel. Pour préparer son procès en deuxième instance il a besoin de soutien financier : « Hilfe für die bedrohte Sprache », Rechtsanwälte Egler/Becker, Borchers, Wetslar, Bank für Gemeinwirtschaft, compte n° 10 799 05. Contact : Horst Stowasser, Postfach 2602, 633 Wetzlar-Lahn.

La Bavière de Franz-Josef Strauss ne saurait tolérer une publication libertaire. La plupart des numéros de la revue Freiraum ont été interdits pour la publication d'un mandat d'arrêt. L'appel contre les manœuvres de Fulda-Gap, la proposition d'em-

bellir Hanovre de graffitis ou un article comparatif sur l'objection, l'insoumission et le démoralisation de l'armée. De plus, nos camarades ont eu droit à leur 7^e perquisition. Soutien financier : M. Dorfmueller, CCP Munich, n° 366483-801 (mentionner : Freiraum).

G.L.

URSS : LE SMOT ENCORE POURSUIVI

Depuis 1980, le KGB, s'acharne sur tous les militants du SMOT. Le dernier visé est Alexandre Skobov. Son histoire est celle de beaucoup de dissidents soviétiques. En 1976, il participait déjà à « l'opposition de Gauche de Leningrad » qui se rendit célèbre en distribuant des tracts antistaliniens lors de l'ouverture du XXV^e Congrès du PCUS. Par la suite, le groupe créa un lieu communautaire et une bibliothèque dans laquelle on trouvait à la fois Marcuse, Cohn-Bendit et Trotsky. Il éditait aussi les fameuses « Chroniques des événements courants ». Mais pendant l'été 78, le KGB mit fin aux activités des dissidents. Les arrestations se multiplièrent. Skobov fut ainsi appréhendé au mois d'octobre. Et, chose rarissime, il y eut une manifestation de 200 jeunes pour protester contre ces arrestations.

Nous étions alors à l'époque de la « réinsertion par la psychia-

trie » et, à ce titre, Skobov bénéficia de ce système pendant 4 ans. Dès sa libération, en 82, il reprit des activités dans le SMOT (syndicat libre). Mais les actions diverses de cette organisation furent très vite connues du KGB. La répression fut rapide. L'un après l'autre les membres connus du SMOT furent arrêtés.

Skobov fit partie de la fournée du 20 décembre 82. Depuis il est interné en hôpital psychiatrique à Leningrad.

Les nouvelles qui nous parviennent sont alarmantes. Son état physique et psychique semble se dégrader très vite. La solidarité internationale pourra-t-elle stopper les neuroleptiques et autres électrochocs ? C'est à souhaiter ! Mieux, à imposer !

V.M.

KANAKY : CONTRE LE COLONIALISME

Pisani s'enfoncé petit à petit dans le borborygme calédonien comme ses prédécesseurs l'avaient fait résolument en Algérie. « La sale guerre » s'installe sur le « caillou ».

La mise en place de l'état d'exception a justifié, légalement, l'occupation militaire du territoire. Et le gouvernement français s'est placé, sans équivoque, du côté des caloches. Adieu le discours néo-colonial ; la réalité impériale reprend ses droits.

Aujourd'hui, ce sont des gardes mobiles, les armes au poing, qui assassinent, arrêtent des Kanaks, au nom d'une hypothétique souveraineté à laquelle personne ne croit plus. Pisani, à grands fracas, expulse cinq fascistes qui prennent le maquis, et en même temps, tous les jours, arrête des Kanaks. Ils sont désormais 93 à moisir en prison. Les bagnes de la III^e République sont toujours là pour servir la même cause.

Pisani redécouvre ainsi les « vertus » du statut Lemoine et du plan Ukeiwé qui entérinent la situation coloniale. Voilà qui est sans ambiguïté pour les Kanaks. Depuis leur congrès de Nakety, une union s'est réalisée au sein du FLNKS. Face à la répression militaire française, les contre-attaques sont plus « musclées ». Face à la mathématique des urnes et à celle des armes, la population kanak a redécouvert les avantages de la grève insurrectionnelle : boycott de l'école coloniale, arrêt du travail dans les mines de nickel.

Cette tactique montre la détermination kanak d'en finir avec le colonialisme. En face, Pisani a perdu son modernisme et retrouvé des accents mollétiens quand il déclare : « **Le temps est venu pour la normalisation, c'est-à-dire une relation entre la réalité locale et les forces de l'ordre** ». Dans peu de temps proclamera-t-il le début de la « pacification » en Kanaky ?

J.D.

GRECE : LE PEN TREBUCHÉ A ATHENES

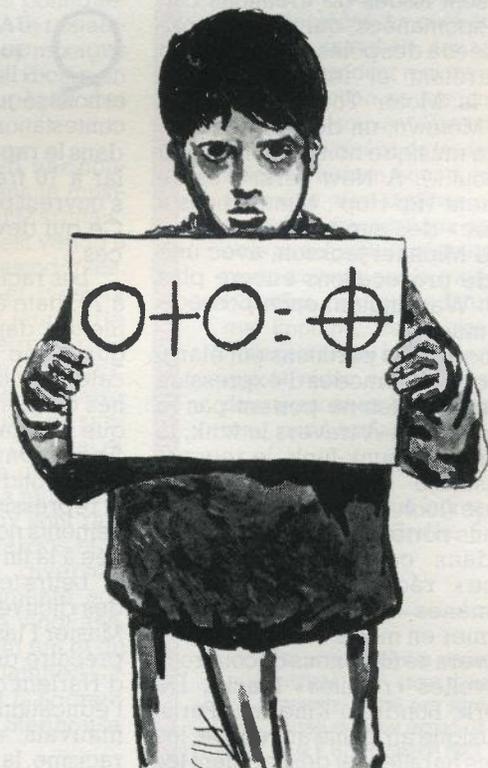
Le Pen en Grèce au banquet-meeting de l'E.P.E.N. (organisation d'extrême-droite grecque présente aux dernières élections européennes). Déjà, ça fait drôle : eh... l'E.P.E.N. Paraît que c'est pire que le S.I.D.A... Quoi que Front National, ça fait plutôt maladie cérébrale...

Le 14 décembre dernier, pour protester contre la visite du président du Front National, et pour réagir face à la provocation et aux défis des organisations d'extrême-droite en Grèce, de violents affrontements ont eu lieu à Athènes et à Salonique. La répression s'est abattue sur les milieux d'extrême-gauche et anarchiste ainsi que sur les Punks.

Depuis le mois de septembre, les faits sont affligeants. A Athènes, l'Exarkhia est le théâtre d'arrestations et de violents combats de rue. Le 31 septembre, une voiture

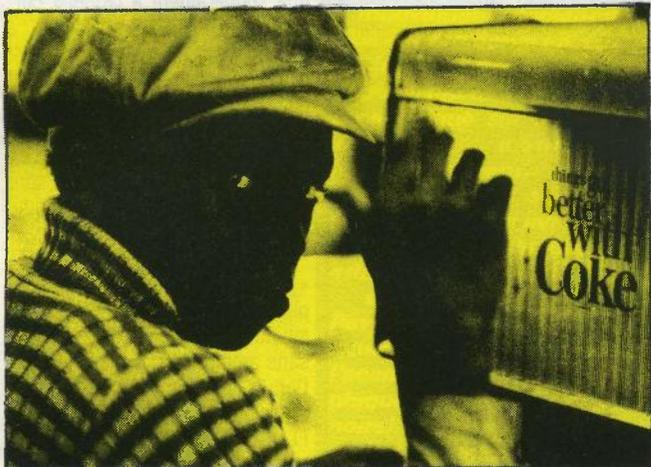
de police est attaquée en signe de représaille contre les arrestations opérées l'avant-veille. Le 1^{er} octobre, la police encercle l'Exarkhia et l'envahit. Bilan : une centaine de blessés et 18 arrestations de plus. Et ça « s'emballe ». Le 2 octobre, le chef de la police déclare qu'il veut « exterminer les anarchistes et les éléments antisociaux ». Pendant le procès des 18 anarchistes, la police, à l'extérieur charge les manifestants (trois personnes sont arrêtées...). Toujours à Athènes, des pierres et des cocktails molotov ont été lancés contre les fenêtres de l'hôtel où étaient hébergés les fascistes. Le premier étage a été complètement détruit par le feu. 170 personnes environ ont été arrêtées pendant cette période et de nombreuses manifestations ont eu lieu dans beaucoup de villes grecques.

J.L.S.



OLIVIER LE TROUHER

BLACK MUSIC



CARACTERISTIQUE des années 80, une fusion des genres et des styles s'opère en matière de musique populaire. Styles et cultures se mêlent, jettant à bas toutes les cloisons... africain, jamaïcain, salsa, rock, funk, rap... La musique noire électrique incarne nos années de syncrétisme culturel. Après avoir été pillés, les musiciens noirs ont, par souci de compromission commerciale ou largesse d'esprit, influencé tous les styles.

LE LOOK, LA MODE ET LE TRUAND

DANS le cas de la musique noire américaine, ces expressions sont issues de créations collectives spontanées, qui restent étroitement liées à des pôles de production les contrôlant et les régulant. A Détroit; la Motor Town Ford, mais aussi la Motown, un des grands centres de la musique noire (rythm's and blues, soul...). A New-York, c'est le mouvement Hip-Hop; Minneapolis a le « Prince » des supermarchés, plus hard que Michael Jackson, avec une palette de provocations encore plus étendue. Washington, enfin possède sa gogo music.

Ces nouvelles partitions ont élargi les espaces et les modes d'expression black, mais toutes ne portent pas le même message. A travers le funk, la soul, le rap, le punk-funk, le reggae, s'est instauré une valorisation du métissage (look, pub) véritable paradoxe dans notre époque xénophobe. C'est dans ce contexte que le « système » récupère les derniers « phénomènes de société » pour les transformer en mode.

A travers ce filtre nous découvrons les nouvelles « réalités » blacks. De New-York, Londres, Kingston, Paris, de la musique africaine au reggae, les contextes habillent et déshabillent les

AUTOPSIE D'UNE BLUE NOTE

DANS « The Message », Grand Master Flash s'exclame : « Ne me pousse pas car je suis au bord du gouffre. J'essaye seulement de ne pas perdre la tête. Ah ! Ah ! Ah ! Ah ! ». Conclusion philosophique évidente : la génération de 68 s'exprimait avec une ronéo, celle de 70 avec une guitare, les « eightees » avec une sono... Mais, calmos, j'ai le nom des meneurs.

moins... De quoi faire flipper tous les intégristes. Pour l'heure, si Le Pen n'a qu'un seul œil à fermer pour ne rien voir, ça saigne quand il branche sa radio.

LE TROTTOIR BOUGE SOUS TES PAS

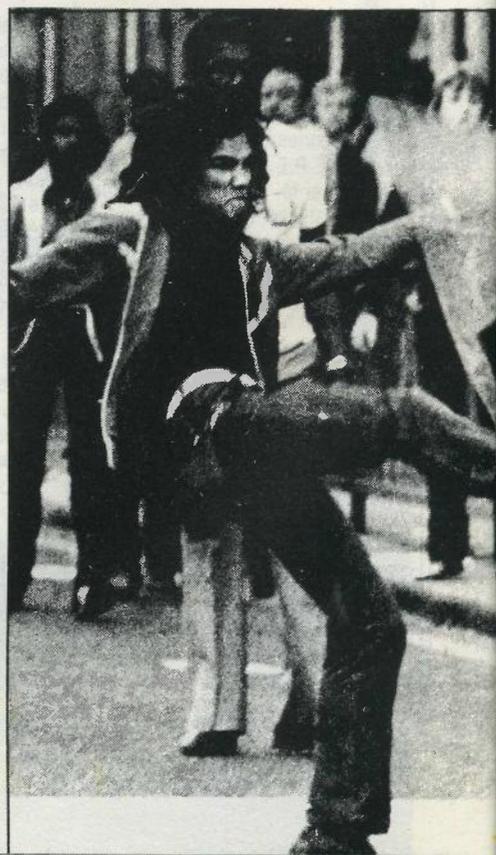
QUATRE ou cinq ans, c'est ce qu'il faut en moyenne à « l'industrie » pour assimiler et nous régurgiter, désossée ou non, la contestation urbaine noire véhiculée dans le rap et le Hip-Hop. Avec le dollar à 10 francs, les studios parisiens s'ouvrent pour une bouchée de pain... Ce qui devrait raccourcir les distances...

Les racines du Hip-Hop remontent à 73, date à laquelle un groupe commence, dans la 138^e du Bronx, à inaugurer une forme d'expression musicale originale. Les « Lasts Poets » sont nés du même mécontentement social que les Black Panthers, Malcom X et Angela Davis. Ils vont « rapper » la tension quotidienne, face à la misère et à la répression policière, dans les mouvements noirs qui atteignent leur apogée à la fin des années 70.

Leurs textes relatent, comme ceux des « nouveaux » rappers en 84 (Grand Master Flash, Melle Mel...) la situation précaire des noirs dans les quartiers d'Harlem ou du Bronx. Le chômage, l'éducation de « deuxième zone », le mauvais état des logements, le racisme, la drogue et aujourd'hui Rea-

gan, sont leurs préoccupations primordiales. Si le support musical leur semblait moins important qu'aux rappers d'aujourd'hui (qui ont peut-être réalisé un des points faibles du système) ils n'en ont pas moins élaboré la forme : diction rapide de textes abondants sur des combinaisons de rythmes africains, rythm'and blues et jazz.

En enrichissant un ancêtre, le « toast », forme d'expression issue des pénitenciers américains des années



*Si Le Pen n'a qu'un seul œil à fermer
pour ne rien voir,
ça saigne quand il branche sa radio...*

50 et 60, ils créent un trait d'union entre l'époque des Panthers et le Hip-Hop. Jachal Udin a ainsi gardé la veine ouverte aux gueules noires du «rock and roll niggers». Le rap, d'Africa Bambaataa au Grand Master Flash, est dans la lignée de tout cela.

TOUT CE QUI EST MIXTE MÉRITE D'ÊTRE REMIXE

DES trouvailles techniques vont permettre aux rappers «d'adapter» leurs textes au mouvement musical Hip-Hop. Dans un climat de création collective, dans les boîtes du Bronx, naît l'idée de remixage, de scratching, en backing musical des textes. Dans un débordement d'énergie, soutenue par des mixages de séquences de 30 secondes de plusieurs disques (break sessions).

Le break-danse et le smurf apparaissent. Très vite le Hip-Hop sort des «mauvais quartiers» et devient un «produit potentiel». L'inconvénient fut l'exécution dans les rues. Melle Mel et le Grand Master Flash le résolurent en organisant des «parties» dans les parcs municipaux, le matériel branché sur les réverbères...

Une originalité propre à ce style fut, très vite, le syncrétisme de culture musicale qui s'opéra lorsque les remix furent faits à partir de musiques «planantes» et très électroniques d'Europe (Krafwerk, Brian Eno...)

avec les rythmes et les textes blacks. L'évolution la moins heureuse fut la récupération de cette popularité musicale chez les jeunes à travers Africa Bambaata et la «Zulu Nation» qui, sans le vouloir, créèrent un encadrement social de la jeunesse et une canalisation de la violence.

Une chose est sûre, c'est que tout le monde se fait entendre en Hip-Hop, même des morts : Malcom X et Luther King...

GUNS OF BRIXTON

LA puissance économique américaine (c'est pas la seule) tombera à point à moment donné, et parfois à cheval sur de drôles de canassons... Après le Hip-Hop, le boom du reggae jamaïcain en Europe (investisseur US) a cristallisé une nouvelle revendication urbaine et socio-culturelle issue de jeunes et d'immigrés de couleur. Les groupes de reggae anglais (Mysti Root, Steal Pulse, Aswad...) vont reprendre leur culture de base, véritable cri de révolte d'une petite île du Tiers Monde, pour revendiquer leur culture d'immigrés exploités et opprimés par l'Angleterre de Thatcher. Ce dynamisme empêche le retour au traditionnel et rejette finalement l'anachronisme rasta. Les dubs poets font parti de ce dynamisme qui fait évoluer le fond et la forme du reggae : textes politiquement plus «dangereux» que le rastafarisme, dubs reggae sur des mixages de bruits de manifestations, dicton en créole jamaïcain rappelant celle des rappers...

Avec la fin des années 70, une nouvelle tendance est née dans la musique populaire (c'est pas du Marchais, non mon pote...). La crise est venue à bout des groupes pops mastodontes. Bonjour la dépolitisation et c'est la marée montante chez les jeunes (le «no future» punk peut en être parfois révélateur). La culture rock s'implante non plus comme bannière de la contestation mais comme un simple apport culturel, certes original et dynamique. Mais, fin des questions sur le rôle intégrateur de la musique. Les derniers babas folkeux sont rangés dans le clan des ringardos et la musique «populaire» se diversifie commercialement et augmente son audience chez les plus de vingt ans. C'est l'ère de l'idéologie du fun et du look. «Is this the future?» Damned!

J.L. Socram
Tim Stenhouse

Z.I.P.

Zone d'Insécurité Permanente

ROCK- FANZINES

LES fanzines : on en entend de plus en plus parler, on en voit de plus en plus. Mais d'où viennent-ils ? Quels sont leurs buts ? Les fanzines sont nés avec le rock et les fans-clubs (Elvis, Bill Haley puis les Beatles, Stones, etc.). Au départ ils s'adressaient aux membres des fans-clubs et leur permettaient d'avoir des nouvelles inédites concernant leurs idoles. Une deuxième génération de fanzines va apparaître aux USA en 1975-76 avec l'émergence de toute une scène underground (Ramones, Patti Smith, Television, etc.) dont on n'entendait pas parler dans les médias (FM, Rock-press). La véritable vocation des zines allait apparaître : faire circuler des infos fraîches sur la vie réelle des petits groupes, petits labels, petites salles. De toute cette activité «alternative» allait naître le Punk qui déclencha alors la panique dans le show-biz car né sans avoir été fabriqué par les marchands, grâce à toute cette structure underground. Depuis, les générations de punk-rockers continuent ce combat même si les marchands ont réussi à se réapproprier une part du phénomène. Le punk survit grâce à ses fanzines, ses labels, ses concerts-garage. Les zines tendent maintenant à élargir leur terrain d'action en prenant des positions politiques (souvent libertaires), en parlant de B.D., de ciné et de toutes les luttes quotidiennes (prison, squatt, etc.). En France, il en existe des dizaines variant du tout muzik, s'adressant aux spécialistes branchés ou au punk des égouts, aux plus politiques, ouverts sur le monde environnant. N'oubliez pas que le fanzine est souvent mal imprimé, les articles parfois légers, mais cela est dû au peu de moyens et au fait que la rédac comporte souvent une ou deux personnes. Un zine se juge à son contenu, pas à son aspect !

Fraktion Rock Terrorist

Pour en savoir plus (contact, etc.) : F.R.T.
c/o Librairie La Gryffe, 5, rue St-Gryffe,
69007 Lyon.

Par erreur, dans le dernier Agora, la rubrique Z.I.P. (zone d'insécurité permanente) n'était pas signée. Les connaisseurs auront reconnu la plume noire de la F.R.T. (Fraktion Rock Terrorist).



REGRESSION

BULLES MACHOS !

Navrant de voir la plupart des journaux de B.D. prendre le chemin réducteur de l'accroche-cul et de l'attrape-con.

1985 : dans chaque bulle il y a un macho qui sommeille. Le cours de l'hémoglobine étant en baisse, elle peut dégouliner sur les planches. Les deux bonnes formules financières de la B.D. sont de retour : sexe et violence. Si cela fait beaucoup d'argent, on ne peut pas dire que cela fait les bonnes idées. En B.D., ces temps-ci, côté tête, c'est plutôt demi-tour à droite.

« NAVRANT »

« Navrante cette soi-disant nouvelle presse percluse des plus vieux et des plus crasseux fantasmes machos.

« Navrant de voir la plupart des journaux de bandes dessinées emboîter le pas, prendre le chemin réducteur de l'accroche-cul et de l'attrape-con.

« De la « porno à quatre mains », au « strip-tease des copines », en passant par « l'étude comparative des lolitas », « le roi de la tripe », « les nouveaux esclaves », « les mange-merde », j'en passe, les talents se déploient, virils. Ils nous proposent d'accompagner « le grand capitaine Rommel » dans le souffle nouveau de l'aventure.

« Rétro, humour fin de race, potins mondains-branchés, nostalgie coloniale, violence gratuite, poujadisme, sexe-con, fétichisme, sexisme et infantilisme sont à l'ordre du jour.

« Parce que nous aimons certaines bandes dessinées, parce que nous souhaitons que les journaux soient au service des créateurs et pas des seuls marchands, parce que ces derniers réduisent chaque jour davantage la place accordée à la création au profit de l'uniformisation, nous avons voulu réagir, en souhaitant que cette lettre trouve un écho auprès des auteurs comme des lecteurs ».

Nicole Claveloux

(auteur), Florence Cestac (auteur et éditeur), Chantal Montellier (auteur), Jeanne Pujol (auteur).

B.D. A travers toutes sortes de restructurations (dont la dernière en date est celle de Dargaud), les éditeurs, les revues, les créateurs, se sont engouffrés dans la voie d'*Actuel* : « exotisme, reportages à grand spectacle, potins en tout genre ».

Pour Chantal Montellier « nous sommes entrés dans l'ère de la B.D. pornographique la plus brutale, la plus bestiale, ou de la B.D. populiste-poujadiste. Tout cela a des relents fascinants ». Que l'on se tourne vers *l'Echo des Savanes*, *Pilote* ou même le classique *Circus*, le menu est différent mais les plats sont les mêmes. Dans un monde en crise, l'argent et le succès se font sur le défensif : domination et écrasement. Fin des héroïnes « libérées », retour à la case « fesse ». Tous les ingrédients sont à l'appel « hommes supervirils, surarmés, guerriers modernes, femmes soumises, battues, offertes aux fantasmes des héros masculins ».

LA PARENTHÈSE MOUVEMENT

ELLES sont bien loin les années 70 où la B.D. portée par les mouvements sociaux s'en faisait l'écho dans un acte de création, parfois brouillon, mais toujours inventif, engagé. Entre 76 et 78, l'expérience de « *Ah ! Nana* » en témoigne. Trimestrielle de B.D. faite par les femmes, parlant de leurs problèmes, cette revue fut la sœur remuante de *Métal Hurlant* (patronnée par l'équipe des Humanoïdes Associés). C'est là que se firent connaître et reconnaître certaines des signataires du manifeste. En 78, la censure frappa cette revue d'une interdiction de vente aux mineurs. La page rebelle était tournée.

Entre-temps, la B.D. s'était enfin adressée aux adultes et avait ainsi permis l'essor des revues mensuelles. Mais, reconnue, elle avait aussi commencé à drainer les gros sous. Et tant qu'à faire de l'argent, allons-y carrément ce sont dit les éditeurs. Obsédés par les gros tirages, ces derniers ont poussé à la « reconversion » et à la « modernisation » comme un quelconque Fabius. *L'écho*, dès 82, se met au « goût » du jour ; les autres ne vont pas tarder à suivre.

Venu d'Italie, né autour de la revue *Frigidaire*, courant sexe et violence envahit tout. Son auteur d'avant-garde devient *Liberatore* (Rank Xerox). Fin de la tendresse et de la révolte. Place au cirque et par ici la monnaie !

Double d'un individualisme outrancier, cette B.D. se taille la part du lion (superbe et généreux, comme chacun sait) dans toute revue, au détriment de la découverte de nouveaux talents et de nouvelles formes expressives. Régression artistique, recul idéologique : les vieux démons de l'autoritarisme règnent sur les bulles. Heureusement, certaines femmes ne l'acceptent pas. A tous les lecteurs de la B.D. de ne pas le tolérer. Fanas devenez raisonnables : il n'y a pas d'avenir au plaisir dans l'oppression.

Hervé Favreaud

FACE à ce raz-de-marée réactionnaire, les éditeurs peuvent se frotter les mains. Une fesse c'est du dollar, un éventrement du lingot. Au supermarché annuel d'Angoulême de la B.D. faisait tinter les tiroirs-caisse. Au prix d'une régression idéologique et au détriment d'une réelle création.

LA DERIVE COMMERCIALE

CONTRE cela, quatre femmes de la B.D. (Montellier, Cestac, Claveloux, Pujol) partent légitimement en guerre. Fin janvier, elles publient leur texte « navrant » (reproduit ci-contre). Un manifeste net et percutant qui prend date et somme chacun de choisir son camp. Ou la création sans tabous mais sans démagogie, ou le commercial.

Car c'est vers ce dernier que lentement dérive, depuis quelques années, l'édition



LE RETOUR
DE CAMUS

Le texte de Vertone est une magnifique « défense et illustration » de la prégnance des thèmes libertaires dans la vie et l'œuvre intimement mêlées de Camus. En effet, rarement un auteur de ce niveau aura été à la fois aussi connu et méconnu. Il est vrai que dans les années 50 « il fallait choisir son camp ». Or Camus n'était ni d'un bord ni de l'autre. La critique de « droite » l'encensait en ignorant délibérément sa dimension libertaire, et la critique de « gauche » en contrepoint l'accusait de « faire le jeu de la réaction » et d'être un philosophe « abstrait » (à l'opposé de Sartre...), alors que c'est tout le contraire que nous démontre Vertone !

Non, Camus n'est pas un libéral mais fondamentalement un libertaire comme ses nombreuses prises de position tout au long de sa vie (opportunément rappelées par Vertone) le prouvent. Au nom de la révolution, l'individu ne doit pas s'effacer devant la « totalité », et la « morale » (au sens de l'Éthique kropotkienne) doit avoir le pas sur le « principe d'efficacité ». Sinon, « une fois au pouvoir », cette révolution enfantera le socialisme d'État contre le socialisme de la liberté. La révolte s'est travestie en révolution militaire et la révolution libertaire a été enchaînée.

Albert Camus, un auteur à relire d'urgence dans toute sa dimension.

J.J. Gandini

• Vertone « Camus libertaire » (ACLR, 13, rue Pierre-Blanc, 69007 LYON, 30 F).

Signalons que « Volonté Anarchiste » vient également de publier un « Albert Camus et les libertaires » (20 F, groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony).



DANGER, POLICE !

Auteur d'œuvres romanesques, essais et témoignages injustement méconnus (ah, le lucide « Et vous êtes de gauche » ; ah, l'admirable « Cachot » !), Denis Langlois est surtout apprécié pour ses *Dossiers noirs* et *Guides* aussi vivants qu'efficaces. Qui d'entre nous n'a consulté, à un moment ou un autre, le guide, puis le « Nouveau guide du militant » ? Avec son dernier ouvrage, véritable « Guide du citoyen face à la police », Denis Langlois met, une fois encore, ses connaissances de juriste et ses talents d'écrivain au service du plus grand nombre.

Dire de l'auteur des « *Dossiers noirs* » qu'il connaît bien la police est un euphémisme. Et reconnaître que la nouvelle édition de ce livre vient à temps, une évidence : la gauche au pouvoir a considérablement augmenté le nombre de policiers (10 000 de plus en 4 ans !), policiers désormais tellement intégrés au tissu social qu'on ne les voit guère. Leur pratique quotidienne n'en est pas moins menaçante, dangereuse pour nos libertés. Ici et maintenant.

Tenant compte des modifications de la loi comme de la jurisprudence la plus récente, Denis Langlois nous informe de nos droits avec la même simplicité qui lui sied pour expliquer l'injustice ou la politique aux enfants. Composé de quatre chapitres très concrets (Dans la rue ; chez soi ; sur la route ; au commissariat), ce petit livre rouge est à lire, à consulter, à méditer par tous les suspects potentiels. Autant dire par tout un chacun. Et d'abord par tous ceux et celles qui, comme lui et nous, ne peuvent se résigner à l'inacceptable.

M.A.

• Denis Langlois, « Guide du citoyen face à la police », Ed. La Découverte, 190 p. (45 F).

COUPABLE PARCE
QU'ANARCHISTE !

Le Havre, septembre 1910. Une grève des charbonniers paralyse le port depuis près d'un mois. Une grève dure qu'anime, face à un patronat intransigeant, un syndicat dynamique, la CGT. Un soir, un chef de bordée à la Compagnie générale transatlantique rencontre trois hommes tout aussi émévés qu'il peut l'être. Injures, menaces, coups, le petit chef, qui a brandi un revolver, est laissé pour mort sur le quai. La bagarre a mal tourné.

La Compagnie s'empare de l'occasion et ourdit une manœuvre d'intimidation destinée à briser l'organisation ouvrière.

Faux témoignages à l'appui, le secrétaire du syndicat se voit inculpé de complicité d'assassinat : militant anarchiste, membre d'une ligue anti-alcoolique, Jules Durand aurait, aux dires de plusieurs « renards », fait voter la mort du petit chef... en assemblée générale, à la Bourse du Travail. L'accusation est grotesque, farfelue. Mais l'instruction a été bâclée, des témoins importants non entendus, et le verdict de la Cour d'assises de Rouen tombe, le 25 novembre 1910 : de complice, le secrétariat du syndicat est devenu le principal accusé ; les dignes représentants de la petite bourgeoisie locale composant le jury l'ont condamné à mort. A mort ! Les meetings succèdent aux mouvements de grève, la Ligue des droits de l'homme appuie l'action et c'est sous la pression d'un large mouvement populaire que le syndicaliste est enfin libéré, cinq mois plus tard. Trop tard cependant.

Interné, c'est à l'asile psychiatrique qu'il apprendra en 1918, sa réhabilitation.

Scénariste et comédien, Alain Scoff a mené l'enquête. Reconstituant adroitement le clima social et politique de l'époque, il démonte avec efficacité les mécanismes de ce qui fut un crime judiciaire presque parfait. Le récit de cette « affaire Dreyfus du pauvre » se lit comme un beau roman. Un roman vrai qui dénonce une justice bel et bien inféodée au patronat.

M.A.

• Alain Scoff, « Un Nommé Durand », Jean-Claude Lattès (95 F).

LE TRAVAIL
EN MIETTES

Né en 1904, Folke Fridell représente la seconde génération de la littérature prolétarienne suédoise, celle de l'industrie, venue à la littérature après la Deuxième Guerre mondiale, dans l'atmosphère angoissée et désabusée des années 40. Avec lui, nous sommes loin de l'optimisme (toujours réaliste et mesuré) de ses collègues des années 30. Ceux-là avaient eu le sentiment de participer à l'immense entreprise de transformation de la société suédoise qu'avait entreprise la social-démocratie. Avec Fridell, l'image qu'il nous donne du prolétariat est celle d'une humanité qui, certes, mange à sa faim, mais qui est toujours aussi asservie. Sa revendication essentielle est celle de la dignité dans le travail aussi bien qu'en dehors de celui-ci. Or, dans ses livres, l'ouvrier se sent déshumanisé par des méthodes de production qui font de lui un simple appendice de ces machines qui, un jour le rendront totalement superflu. Il est épié par les chronométrateurs en blouse blanche qui sont là pour veiller à ce qu'il respecte les « normes » établies par de savants experts dans le silence de leur bureau.

P. B.

• Folke Fridell aux Editions Plein Chant (Bassac).

CINQ à huit millions d'animaux torturés, sacrifiés dans nos laboratoires français ; 30 % dans la recherche bio-médicale, 70 % dans les industries pharmaceutiques, chimiques, cosmétiques, agro-alimentaires, dans la recherche militaire... De quelle somme de souffrance notre soi-disant « bien-être » est-il le fruit ?

La face honteuse de



DE ces millions d'animaux arrachés à leur habitat, ballotés, concentrés dans les animaleries, soumis à toutes sortes de tests, de stress, de mutilations... on n'en entend jamais les cris ni les gémissements.

LE BUNKER SCIENTIFIQUE

Le monde de la science est une forteresse bien gardée dont on ne doit voir que le désintéressement et la noblesse, et pourtant... Lui aussi fait partie du système économique et est soumis à ses lois : la compétition, l'argent, le pouvoir...

L'agonie si souvent inutile, de tous ces animaux écartelés, torturés, disséqués est le reflet de notre civilisation. Folle civilisation où la science n'est plus qu'une machine dévoreuse destinée à conquérir les monopoles commerciaux. Dans ce contexte de mégalogamie il reste bien peu de place pour le respect des êtres. Pour le monde de la recherche, la fin justifie toujours les moyens.

Dans le laboratoire d'expérimentation animale, le moyen c'est le corps d'un animal sur lequel on peut tout faire : il n'est rien de plus qu'un « matériel d'expérimentation ». Rien ne délimite le droit des chercheurs. Les contrôles des laboratoires sont effectués par des représentants du Ministère de la Santé ou de l'Agriculture (inspecteurs fictifs qui ne contrôlent ces laboratoires qu'à leur ouverture). Aucune association de protection animale n'a été autorisée à y pénétrer.

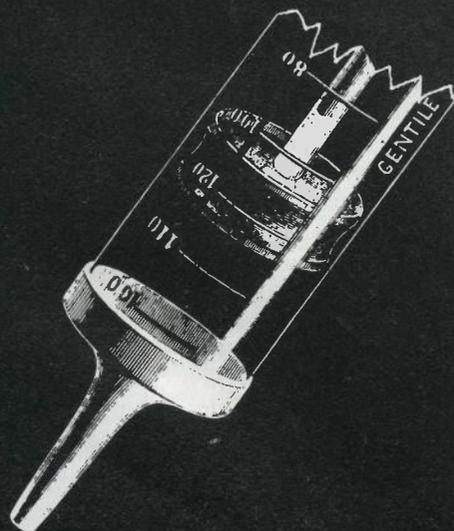
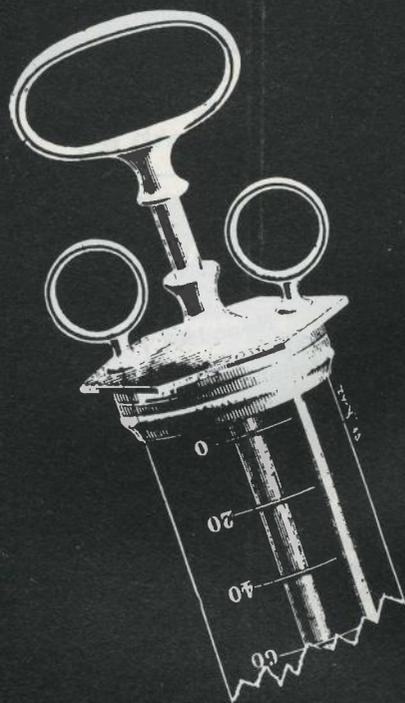
Alors que penser, quand on connaît la loi censée protéger l'animal de laboratoire, de toutes les dérogations et lacunes qu'elle comporte et qui aboutissent inévitablement à la liberté institutionnalisée de

torturer (85 % des expériences sont faites sans anesthésie, des expériences similaires sont répétées X fois, des expériences inutiles et barbares sont mises au point, etc.). Qui connaît l'enfer des laboratoires sait que la souffrance y est inqualifiable.

STOPPER LA SOUFFRANCE !

QUANT à la fiabilité de cette approche scientifique qu'est l'expérimentation animale, il faudrait procéder à une analyse statistique et historique, détaillée et honnête du problème pour en juger. Un grand nombre de professeurs de renom (Th. Monod, A. Koestler, P. Pinel) ont déclaré, de par leur pratique quotidienne, l'aberration d'une telle méthode et dénoncé cette accumulation de souffrance inutile. La difficulté d'extrapoler à l'homme s'est imposée depuis longtemps comme une réalité pour les chercheurs ; mais si quelques-uns en ont profité pour regarder dans une autre direction, vers une médecine et une science différente, la majorité du monde de la recherche, lui, s'est borné à construire des résultats en multipliant les expérimentations et les tests, en multipliant les massacres. Dans l'industrie pharmaceutique il est facile de voir que les quantités colossales d'animaux sacrifiés, ne garantissent qu'une innocuité apparente et à court terme toute relative (récemment : phénylbutazone, dystilbène, etc, dont les associations de consommateurs ont dénoncé les dangers).

Quand on connaît le nombre de maladies iatrogènes (dues aux médicaments), le taux d'augmentation de décès par maladie (de 1930 à 80, les décès des malades mentaux sont passés de 278 à 2215, les décès par cancer ont doublé, les décès



e la science

par cardiopathies ont quadruplé, ceux par diabète ont triplé...). Quand on sait que l'espérance de vie, rapidement augmentée grâce à une politique d'hygiène et d'information, est en train de diminuer pour des pays comme les USA, ne doit-on pas se demander s'il ne faudrait pas moins de médecine et plus de santé ? 80 % de l'opinion publique est favorable aux médecines « parallèles » ; cela n'est pas un hasard. La science révisera-t-elle sa conception organiciste de l'homme jusque dans ses racines : l'expérimentation animale ?

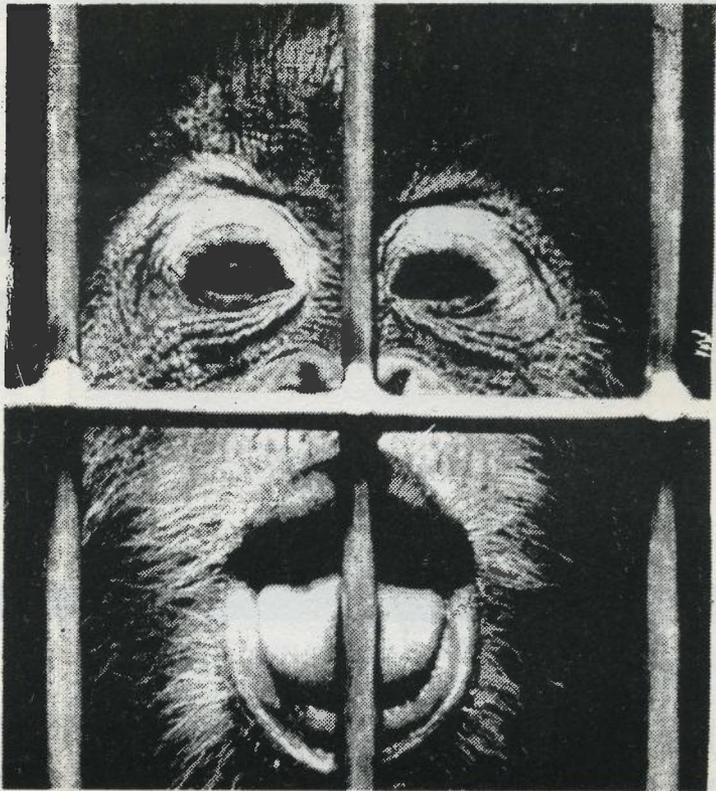
LE SECRET DES LABOS MILITAIRES

LA vivisection porte atteinte à notre santé mais aussi à notre potentielle qualité de vie. La mise au point sur l'animal de la torture psychologique et physique, d'armes de plus en plus sophistiquées et cruelles (obus à billes, laser, bombe à neutrons...) dans le secret des laboratoires militaires, quelle sorte de société nous propose-t-elle ? L'invasion du nucléaire et de la chimie (agroalimentaire, droguerie, pharmacie...) dans notre vie quotidienne, l'invasion de ces menaces qui pèsent sur l'homme a été, elle aussi, légalisée par l'expérimentation animale dans les laboratoires de toxicologie.

Pour les pouvoirs publics, l'expérimentation animale et toutes les questions qu'elle soulève, n'est qu'un détail, mais pour toutes les industries qui en tirent profit économique c'est un « détail » qu'il faut conserver. Pourtant 75 % du public n'est pas partisan de la vivisection. Il n'ignore plus le trafic d'animaux domestiques et sauvages dont vivent les pourvoyeurs de laboratoires (ce sont d'ailleurs la Haute-Garonne et l'Ariège qui comptent le plus de trafiquants de chiens et de chats).

Il existe parallèlement à tout cela, toute une structure pour une « science sans violence ». Des méthodes substitutives à l'animal ont été mises au point par des chercheurs, en France et dans divers pays, et ne demandent qu'à être développées et enseignées (culture de cellules, d'organes, modèles mathématiques, stimulateurs, ordinateurs, robots...).

Une « Charte de l'étudiant pour une biologie sans violence », une « Association française de substitulogie », une « Association pour une recherche médicale sans cruauté », le prix « Almathée » fondé par le professeur Mercier, une « Fondation Jean Duranton de Magny » pour le financement de la recherche en méthode substitutive ont été créées. Ne faudrait-il pas encourager ces initiatives au lieu de les sanctionner ? Interdire plus



catégoriquement la pratique de la vivisection dans l'enseignement primaire, secondaire, universitaire et y développer au contraire le respect de toutes les créatures vivantes ?

L.C.

(*) Pour en savoir plus, Ligue Française contre la vivisection, 84, rue Blanche, 75009 Paris. Trois livres à lire : H. Ruesch, « Ces bêtes que l'on torture inutilement » (Favre) ; S. Mac Say « La vivisection, ce crime » (Ed. de la Ligue) ; D. Wermus « Pour une science sans violence » (Payot).

LA TORTURE A UN PRIX

ON ne peut plus aujourd'hui parler de politique de la santé sans parler de « politique industrielle ». L'industrie pharmaceutique est un secteur industriel de pointe intégré à l'industrie chimique et à ses trusts (Elf, Rhône-Poulenc, Clin Midy, Roussel Uclaf, Merck, Sandoz...).

Son chiffre d'affaires : 20 milliards de francs. Ses effectifs : 63 500 personnes (sans compter les pharmaciens). Son budget publicitaire est égal à 15 % du c.a. Sa balance commerciale excédentaire (1,3 milliard) ajoutée à celle des industries cosmétiques (2,3 milliards) permet de compenser le déficit des autres branches de l'industrie chimique.

Compte tenu des intermédiaires (circuits financiers, exportateurs, appareils de contention, élevages spécialisés, rabatteurs, vétérinaires complaisants) c'est en définitive plus de 300 000 personnes qui sont intéressées dans

l'industrie lucrative basée sur l'expérimentation animale de ce secteur.

Un exemple : projet d'implantation de « synthélabo », gigantesque centre pharmaco-chimique, souhaitant fabriquer de nouvelles molécules, utiliserait la plus grande animalerie d'Europe, soit 30 000 animaux incarcérés renouvelés en permanence !

En Suisse, en 1984 on recensait 241 entreprises ou établissements publics dont les expériences sont soumises à autorisations ; elles ont engouli en 83 (selon l'office fédéral vétérinaire) 1 992 794 animaux (à quoi il faut ajouter 10 % pour les expériences faites sans autorisation). Ciba Geigy, Sandoz et Roche ont, à elles trois « consommé », 1,6 million d'animaux en 1983 (uniquement en Suisse !). En France, l'INSERN, CNRS, INRA, ANVAR, CNEXO utilisent quotidiennement des milliers d'animaux.

CONSEILS OUVRIERS

QUAND GRONDAIT LA REVOLUTION (I)...

EN 1918, L'AUTRICHE PRISE DE FIÈVRE SOCIALE :
VIVE LES CONSEILS OUVRIERS

MEME les socialistes les plus timorés (en France par exemple) sont obligés de retirer leur concours à une bourgeoisie aux abois. Dans la tourmente, cela se passera cependant mieux dans le camp des vainqueurs que dans celui des vaincus. Mais il faut se rappeler que ce n'est que pendant l'été 1918 que la cause est définitivement entendue. La deuxième victoire de la Marne sauve manifestement la bourgeoisie des pays alliés d'une explosion sociale. Elle enterre évidemment par contre-coup les classes dirigeantes allemandes, autrichiennes, hongroises et turques. Ce qui, par voie de conséquence, rejaillit sur la Bohême, la Slovaquie, la Galicie, la Pologne, l'Ukraine, la Roumanie, et l'ensemble des Slaves du Sud, tous pays tributaires ou occupés par l'Allemagne ou l'Autriche-Hongrie. Dans le camp de l'Entente, les millions les plus faibles sont aussi touchés : la Russie depuis 1917, et l'Italie où les classes dirigeantes ont fait preuve d'une rare incompétence.

DES TRANCHEES A LA REVOLTE

LES vainqueurs devront néanmoins faire des concessions aux artisans de la victoire que sont les petits peuples des villes et

LA Première guerre mondiale a causé un traumatisme politique et économique d'une telle envergure qu'il n'est pas exagéré de dire qu'aujourd'hui encore nous en subissons les retombées.

Mais ce qui importe vers 1917-1918, c'est l'aveu d'incapacité des responsables politiques devant la machine de guerre qu'ils ont allumé.

des campagnes. Le mouvement revendicatif né de la fraternité des tranchées, de la prise de conscience des intérêts impérialistes... sera vite détourné vers l'électoratisme. La social-démocratie réalisera, à cette époque, ses plus beaux scores !

Parmi les vaincus, la situation est plus complexe. La camarilla impériale austro-hongroise a été bel et bien battue. Elle l'admet, contrainte et forcée, sous la pression des différentes insurrections de marins, de soldats, d'ouvriers.

L'Autriche de 1918 est cependant un pays de très forte tradition social-démocrate. De plus, cette domination politique d'un des partis les plus « droitiers » de la II^e Internationale n'est nullement troublée ni à l'intérieur, ni à l'extérieur : il n'y a pas d'opposition de « gauche », les syndicats sont aux ordres et l'osmose parti-syndicat est parfaite.

Il faut en effet attendre 1915 pour que certains

marxistes radicaux s'organisent à l'intérieur du P.S.D.Ö. Ils ne représenteront jamais plus de 10 % des mandats et en tous cas, n'auront jamais

aucune influence réelle dans l'opinion parfaitement encadrée par 6 quotidiens et 20 hebdomadaires ou mensuels socialistes. Immobilisme ou « opposition à Sa Majesté » n'ont jamais empêché les regroupements populaires et l'action. En mai 1917, c'est la grève de l'arsenal de Vienne. Elle échoue, mais provoque en retour la première conférence des délégués ouvriers de la région viennoise. Cette conférence se prononce en faveur de la Révolution Russe, ce qui n'est pas le cas de la social-démocratie autri-



OLIVIER LE TROUHER

...les syndicats sont aux ordres

chienne peu soucieuse de prendre position en faveur... d'ennemis.

A partir de décembre 1917, les mouvements populaires se multiplient et la revendication politique vient se doubler d'une crise alimentaire et sanitaire particulièrement catastrophique. La social-démocratie reste neutre, seuls, l'opposition de gauche et les anarchistes appuieront ces mouvements. Un comité d'Action est créé et un bureau de liaison mis en place. En province on assiste à la même évolution, notamment par la création du Conseil Ouvrier de Linz le 12 décembre.

JANVIER 1918 : LA GRÈVE GÉNÉRALE

LES 15 et 16 décembre, plus de 80 000 grévistes à Vienne incitent la social-démocratie à tenir compte d'un mouvement populaire qu'elle estimait jusque là totalement marginal, et elle prend l'initiative de la proclamation d'un Conseil Ouvrier de Vienne. Manipulant les élections de délégués, elle obtient une quasi-unanimité. De plus, elle fait voter au Congrès du Parti Social-Démocrate Autrichien, une motion qui indique que la création de nou-

veaux conseils ouvriers sera subordonnée à une décision favorable du syndicat local !

Devant l'aggravation de la situation politico-économique, la social-démocratie ne peut, cependant, éviter le recours à la grève générale début janvier 1918. A propos de ce mouvement, H. Hauptmann écrira dans l'*Arbeiter Zeitung*, que la grève est le « résultat d'un mouvement élémentaire qui s'est déclenché sans l'aide de l'organisation politique et syndicale » trahissant ainsi les angoisses des dirigeants socialistes. La social-démocratie appellera à « l'ordre et au calme » et s'appliquera à faire élire ses hommes comme délégués.

Le 20 janvier, les sociaux-démocrates font voter la reprise du travail. Celle-ci sera mal accueillie dans les quartiers les plus ouvriers et dans certaines usines notamment à Wiener Neustadt, Ternitz et Neunkirchen. Certains dirigeants seront même sequestrés. Mais, divisé et morcelé, le mouvement pour la continuation de la grève ne dépassera pas le 23 janvier. Cet abandon, consenti au prix de quelques minimes concessions en matière de rationnement, sera cependant violemment reproché à la direction du Parti Socialiste. Ainsi, le Congrès Socialiste de Basse-Autriche



EXPLOSIONS EN SÉRIE

Lorsque ces événements interviennent en Autriche, l'Europe est embrasée par une situation révolutionnaire.

En Allemagne, dès le 3 novembre apparaissent les premiers conseils ouvriers. En quelques jours, ils fleurissent dans tout le pays. Mais très vite les socialistes reprennent le pouvoir en main. Du 9 au 12 janvier, des combats entre Spartakistes et Socialistes (Nouveau) ensanglantent Berlin. Les espoirs d'une révolution prolétarienne sont écrasés d'abord dans la capitale puis en Bavière et dans la Ruhr.

En Hongrie, la république bourgeoise formée le 15 novembre 18, cède la place de main à juillet 19 à la Commune menée par Bela Kun. Mais assaillie de toutes parts, l'insurrection prend fin en août de la même année.

En Italie, dès 19 les grèves et occupations de terres se multiplient. Les occupations d'usines à Turin seront stoppées à la fois par les socialistes et par les premiers groupes fascistes. En Espagne, deux mouvements se développent. Dans les villes, le CNT se mobilise pour des hausses de salaire et la journée de huit heures. Dans les campagnes, les paysans occupent des terres. Dans tous les cas, la répression s'installe à partir de 20.

entend des délégués reprocher la fin de la grève sans consultation des ouvriers et sans avoir pris avis de la province, d'autres dénoncer la composition des Conseils Ouvriers.

Pour mettre fin à cette contestation interne, la direction propose d'institutionnaliser, purement et simplement, les Conseils d'Ouvriers. Cette décision n'aura pas le temps de passer dans les faits qu'éclate une importante insurrection populaire à Cattaro.

L'INSURRECTION DE CATTARO

A l'origine, elle n'est que le simple prolongement, au sein des arsenaux de Pola et d'Istrie, de la grève générale viennoise. La grève, puis la mutinerie s'étend aux équipages de l'escadre austro-hongroise, vouée à l'inaction par le blocus de l'Entente. Dans ces troupes multinationales, l'effervescence est rapide(1). Des délégués clandestins sont désignés pour préparer l'action qui débute le 1^{er} février. En dix minutes, les marins s'emparent de l'ensemble de la flotte. Sur chaque navire un délégué est désigné comme comman-



dant, un comité est élu, un Conseil Central formé. Celui-ci se réunit le jour même à 14 heures. Il convient de citer les 8 points élaborés par les délégués :

1. Paix générale et immédiate ;
2. Complète indépendance des peuples de l'empire austro-hongrois ;
3. Paix sans annexions ;
4. Démobilisation et création d'une milice de volontaires ;
5. Droit à l'auto-détermina-

...certains dirigeants sont même sequestrés

REPERES

Sur le mouvement européen des Conseils ouvriers à cette période, AGORA a déjà publié :

- « Les conseils ouvriers italiens » (n° 4, hiver 1980).
- « La commune de Budapest » (n° 6, été 1981).

tion pour tous les peuples ;
6. Réponse loyale à la note de Wilson ;
7. Assistance aux familles dans le besoin ;
8. Démocratisation du gouvernement.

Ces points, d'une inégale importance traduisent bien les préoccupations des marins. Il est particulièrement significatif qu'outre le mot d'ordre, fort légitime,

d'auto-détermination, apparaisse celui de démobilisation... et de création d'une milice de volontaires.

La fin de la grève générale en Autriche isole les marins de Cattaro. Les officiers réussissent à cerner la rade, les batteries côtières ouvrent le feu et des bâtiments de la 3^e flotte austro-hongroise occupent les îlots de résistance. Le Conseil de Guerre prononça 4 condamnations à mort et plus de 400 lourdes peines de prison.

La répression de la mutinerie de Cattaro se déroula dans l'indifférence totale de la social-démocratie autrichienne pourtant sollicitée à plusieurs reprises par les mutins.

**TEMOIGNAGE
D'UN BOURGEOIS
AFFOLE ?**

LE mouvement révolutionnaire, ouvrier ou militaire, est pour quelque temps, muselé. Il faut

attendre le mois de mai pour une nouvelle grande offensive tant en Hongrie qu'en Autriche que dans les armées (mutineries en Styrie, à Ljubljana, à Furnkirchen...). En Bohême, la ville de Rumburg est occupée par des mutins tchèques et le mouvement est réprimé par des soldats allemands et hongrois. Mais les événements s'enchaînent et successivement toutes les armées de l'Empire sont touchées... Le gouverneur de Prague, représentant encore officiel de l'Empereur, note que les « événements furent principalement militaires, mais depuis qu'ils affectent aussi les civils ils ont également de graves implications administratives. En tout premier lieu, le rapport entre la révolution sociale de Russie et la situation militaire et politique à l'intérieur de la monarchie est devenu plus évident... » (2). Et il ajoute : « Si les rebelles étaient parvenus à avancer vers le Sud et avaient trouvé un appui... parmi les civils dans ces régions, nous

nous serions confrontés à une révolution en règle en plusieurs points de la Bohême ».

Témoignage d'un bourgeois affolé ou d'un fonctionnaire lucide ? Il semble bien que ce soit la deuxième hypothèse qui soit la bonne, car elle est corroborée par nombre de témoignages du même genre.

La social-démocratie refuse de se mettre à la tête du mouvement, l'échec de la grève générale permet et justifie la répression (3).

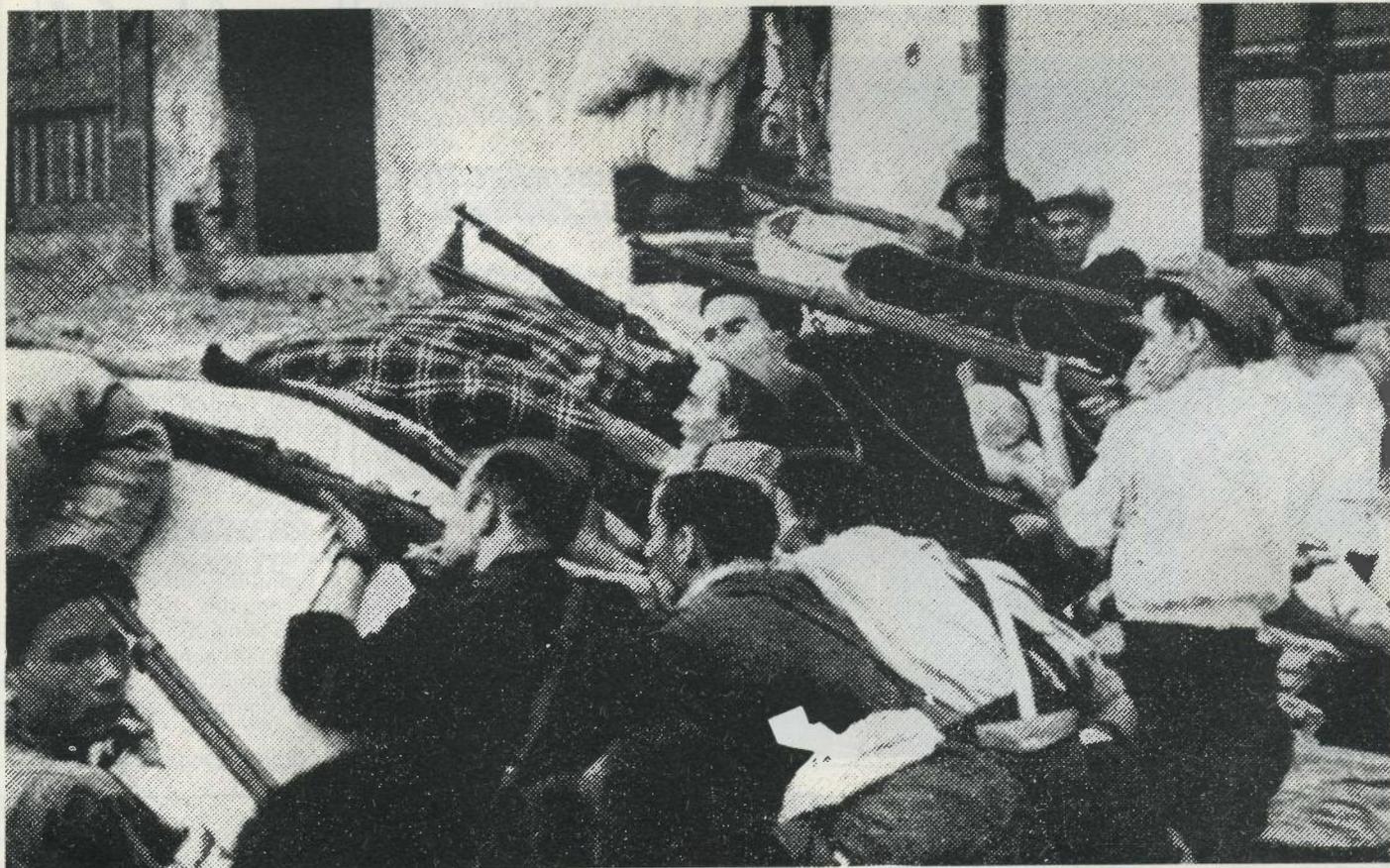
Roland Biard

(1) Il y a en effet 34 % de yougoslaves, 11 % de tchèques et de slovaques, 4 % de polonais, contre 20 % de hongrois et 16 % d'autrichiens.

(2) Toutes les citations sont extraites de « Les Conseils Ouvriers : Espérances et défaites de la Révolution en Autriche-Hongrie 1917-1920 », thèse de Dominique Gros, Université de Dijon.

(3) La suite de cet article paraîtra dans le prochain numéro d'AGORA en juin 1985.

...les marins s'emparent de la flotte



DEBAT

L'APRES-CONVERGENCE 84

CONVERGENCE 84 a pris acte d'une conjoncture particulièrement difficile. La montée de l'extrême-droite, les désillusions qui ont suivi l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, le développement d'une crise sociale et idéologique qui disloque les rapports sociaux, favorise la concurrence acharnée, le « chacun pour soi et après moi le déluge », tous ces éléments convergent pour réaffirmer l'importance du débat dans l'opinion publique. Mais, entendons-nous sur

les mots : d'abord débat ne signifie pas parlottes en salon fermé ; et ne signifie pas non plus uniquement mouvement d'idées, même si celui-ci est aujourd'hui nécessaire pour reconstituer les bases d'un engagement actif et authentique. Le débat est aussi, comme Convergence 84 l'a été, des initiatives qui obligent les gens à se situer et à confronter leurs pratiques. Qu'on le veuille ou non, l'écho rencontré par la Marche des Beurs et par Convergence 84, montre que

l'opinion publique, émiettée, atomisée, est à la recherche de nouveaux engagements. Nous sommes quelques-uns qui avons été parmi les organisateurs de Convergence 84, à vouloir tirer les enseignements de cette initiative qui nous a rassemblés pendant plusieurs mois. Non seulement pour faire un bilan politique, mais aussi pour ouvrir la discussion sur les perspectives et les propositions pour l'avenir. Nous voulons poursuivre le débat ouvert par Convergence 84...



CONVERGENCE 84 n'a pas été une initiative comme les autres. Elle a tenté de mettre à l'épreuve une stratégie adaptée à une conjoncture difficile et qui correspond à la volonté de faire émerger dans l'opinion un mouvement social et politique pour l'égalité, indépendant et associant toutes les communautés.

LES « MOBS » ET LES « ROULEURS »

CETTE stratégie prenait donc pour interlocuteur privilégié à l'opinion publique et tentait d'y relancer un débat d'idées. Partant des inégalités et des exclusions vécues par les « communautés immigrées », elle mettait en avant l'exigence de l'égalité pour tous, y compris pour les Français vivant les mêmes situations.

Les « mobs » et les « rouleurs », les noyaux de différentes origines ont (tant bien que mal) fonctionné comme moyen d'identification et de mobilisation. « **C'était du théâtre improvisé** », disait un de ses initiateurs. Prendre la France entière comme scène de théâtre est, avouons-le, d'une audace inouïe. Et nous aimons l'audace...

La première question posée par Convergence 84 est l'affirmation du caractère multiculturel et multi-national de la société en France. Convergence 84 a réaffirmé (après d'autres) un fait de société aujourd'hui incontournable : la société française est constituée d'habitants d'origines et de nationalités diverses. L'élément nouveau et inacceptable pour une partie de l'opinion et pour l'ensemble de la classe politique, est que beaucoup parmi ces habitants qui vivent ici depuis longtemps, ou qui sont ici, ne souhaitent pas acquérir la nationalité française.



Autant le slogan « **Pour une France plurielle** » laissait subsister une ambiguïté, autant le mot d'ordre « **Ni rejet, ni assimilation** » allait au fond des choses en affirmant cette exigence du maintien d'un lien avec la nationalité d'origine. Cette exigence est en grande partie le résultat de la domination coloniale : la moitié de l'immigration est constituée de personnes originaires des anciennes colonies dans lesquelles la France a puisé un matériel humain de forces productives. Pendant très longtemps, le « mythe » du retour subsistait parce

qu'encore peu pratiqué, la question ne se posait pas dans ces termes, les immigrés se considérant eux-mêmes comme de passage.

« LES SALES GUEULES SONT DANS LA RUE »

LES jeunes quant à eux, ne raisonnent pas par rapport à une situation coloniale qu'ils n'ont pas vécue mais le lien avec le pays d'origine de leurs parents se recrée en



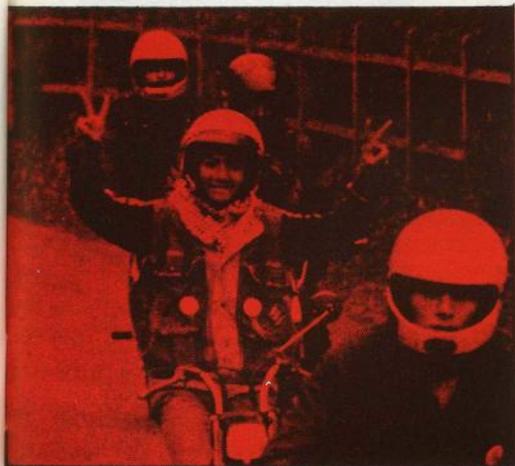
Signataires :

*Messaouda Abderhamane,
Josée Chapelle, Zineb Fougali,
Daniel Guerrier, Olga
Nagdeborn, José Vieira Martins,
Julien Winter de l'ex-
Coordination Nationale
« Convergence 84 pour l'Égalité »
(et ayant roulé sur Roubaix-
Strasbourg-Brest-Marseille
et Paris).*

Ont participé au débat et
aux discussions autour de
ce texte :

*Carlos Bravo, Nelson Rodriguez
(de l'ex-Coordination Nationale),
Yves Benot, Christian Dutertre,
Nathalie Robatel (membres
du groupe dit « des intellectuels »
de Convergence 84), Bertrand
Cheruel, Claude Szatan
(du Comité Parisien).*

*Les extraits et intertitres sont
d'Agora. On peut se procurer
la totalité du texte auprès de :
Josée Chapelle, 38, rue St-Denis,
75001 Paris.*



réaction au racismisme, à la chasse au faciès. Ils ne veulent pas prendre la nationalité française parce qu'ils ne veulent pas « se vendre ». C'est un problème d'intégrité physique et morale. Leur présence massive dans la rue le 1^{er} décembre (au-delà) de l'adhésion à Convergence 84 signifiait : « **Les sales gueules descendent dans la rue** ».

Or, les idées de « **société interculturelle** », de « **société multi- raciale** », très largement reprises par le gouvernement et les forces politiques (Chirac ne vient-il pas de reconnaître récemment la richesse de la société multi- raciale française... à venir), gommant cette dimension essentielle : les communautés, à travers une mémoire divisée, une identité diffuse, se raccrochent toutes au fait national. Un fait national lié pour certaines aux luttes d'indépendance des peuples du Tiers Monde dont elles sont issues contre l'Etat impérialiste français.

Le slogan de la Marche des Beurs de 1983 « **Habitants de cultures et d'origines différentes, pour une France solidaire** », est le prototype de ce que peut cacher le projet d'une « **société interculturelle** » : tous français sous la bannière tricolore de l'Etat national, avec le « folklore culturel » en sus ! La « fin des immigrés » en quelque sorte... au bout de deux ou trois générations.

« L'interculturel » enfin, renvoie à une situation statique, comme si les identités nationales des différentes communautés existaient une fois pour toutes et qu'il n'y avait plus qu'à les assembler pour en faire un patchwork. Pour les jeunes de la deuxième génération comme pour les français, l'identité est aujourd'hui en question, elle est à trouver, à faire.

La résistance à prendre la nationalité française se double aujourd'hui d'une crise du modèle assimilateur dominant. Les valeurs universelles de la République française sont en lambeaux et « l'identité française » est en miettes. Le modèle auquel elles se réfèrent est celui d'une situation historique précise et qui a été de courte durée : les années 50-60, années d'expansion et de changement structurel de la société. Les anciennes valeurs détruites par le développement du capitalisme et l'urbanisation, le passage des campagnes aux villes n'ont pas été remplacées d'un point

de vue idéologique et social. L'expansion économique à elle seule faisait référence. Aujourd'hui, le capitalisme en crise, à la recherche d'un nouveau souffle appelé « modernité », met en relief cette perte d'identité et de valeurs.

Seule la reconnaissance du caractère multinational de la société française, qui dis- joint la nationalité de la citoyenneté, permet une dynamique où Français et immigrés, ensemble, cherchent à construire une nouvelle identité.

L'EXIGENCE DE L'EGALITE POUR TOUS

CONVERGENCE 84, à travers le thème de l'égalité, a cassé la logique du soutien des Français aux Immigrés. Le soutien aux immigrés, c'est le consensus autour du « problème des immigrés » dont les solutions sont l'assimilation ou le rejet, selon que l'on est « pour » ou « contre ». Ce sont les batailles sur des plate-formes de revendications « spécifiques » qui renforcent la marginalisation. Ce qui ne veut pas dire que certaines luttes « immigrées », circonstancielles ou locales, ne soient pas légitimes.

Le thème de l'égalité montre le racismisme comme le révélateur exacerbé des problèmes d'ensemble de la société. Le problème du logement, le rapport des jeunes avec la police et la justice, les problèmes d'emploi et de restructurations industrielles, l'échec de l'école pour les enfants défavorisés, ne sont pas des « problèmes d'immigrés ». Ils concernent la vie collec-

tive des quartiers où doivent se développer des pratiques de résistance commune où soient impliqués Français et immigrés comme partie prenante de la même aspiration à la transformation des rapports sociaux.

« **A vouloir mettre le racismisme à toutes les sauces**, disait une initiatrice de Convergence, **on risque de passer à côté des problèmes réels de la société** ». Pire, il peut être l'arbre qui cache la forêt. Le racismisme vise les immigrés, l'anti-racisme doit viser l'ensemble de la société.

S'il n'est pas lié à l'aspiration d'égalité, l'anti-racisme ne peut être un moyen de connaissance de la réalité et de transformation des rapports sociaux. D'un autre côté, le combat pour l'égalité inclut une dimension anti-xénophobe, voire anti-colonialiste et, n'ayons pas peur des mots, anti-capitaliste. Conver-



33

D'UN DISCOURS A L'AUTRE

Le discours du 1^{er} décembre, « Lettre ouverte aux gens convaincus » (1), a porté sur la place publique la crise de l'anti-racisme traditionnel. Mais il s'est limité à semer le trouble par une remise en cause généralisée et tous azimuts des comités locaux et des anti-racistes de tout poil, sans faire le bilan, nécessairement contradictoire de ce qui s'était passé sur les parcours. De plus, une crise doit permettre de régler ses comptes avec l'ancien, mais doit aussi ouvrir une brèche pour l'avenir. Sur ce deuxième aspect, le discours final a été silencieux. Mais de ce silence ne sommes-nous pas collectivement responsables ?

Si la crise débouche uniquement sur un constat (celui de l'isolement des jeunes), sur une simple dénonciation (celle de l'anti-racisme et de la gauche), sur une opposition entre territoires des cités et quartiers des centres villes, elle risque de perdre toute sa dynamique, voire même de passer complètement à côté de l'effet qu'elle a cherché à produire. Dans le climat actuel, elle peut renforcer le défaitisme, la tentation du repli, le corporatisme de groupe social chez les jeunes qui revendiquent une identité de « rebelle » et pratiquent une résistance sociale tournée vers eux-mêmes sans aspiration à être une force sociale et politique de transformation.

La marginalité et l'exclusion réelle des jeunes (quartiers des villes et cités de banlieues confondus), si elles sont théorisées en valeurs constitutives de leur identité, risquent d'accentuer l'isolement des jeunes face au reste de la société et de favoriser les tensions civiles à l'intérieur des communautés et entre les différentes couches sociales.

Bref, tout ce à quoi Convergence 84 s'est opposé farouchement au départ a ressurgi à l'arrivée. Drôle de fin !

(1) Voir dernier Agora, n° 25.

DES COMITES ET DES ROULEURS

Convergence 84 a rencontré en chemin plusieurs choses. Des comités d'accueil et de participation constitués d'organisations de solidarité et d'organisations politiques que Convergence 84 avait elle-même été chercher (faute de réseaux politiques propres encore trop embryonnaires).

Un nombre important de ces comités se sont révélés incapables de sortir de la problématique traditionnelle de l'anti-racisme. Ils ont vécu Convergence 84 comme une « resucée » de la Marche, un appel à la mobilisation contre la montée du racisme et sur des revendications générales ne concernant que les immigrés et les Français solidaires. Ils ont été incapables de faire le lien avec les jeunes des quartiers parce qu'ils n'ont pas de pratiques communes avec eux et qu'ils les considèrent au fond d'eux-mêmes comme des empêcheurs de cohabiter en rond.

Les rouleurs ont provoqué ou imposé des débats en partant de la vie quotidienne des jeunes, débats qui ont parfois révélé les conflits ouverts ou latents et les intérêts contradictoires entre les habitants des cités et l'environnement local institutionnel : municipalités de gauche, associations de solidarité...

A l'inverse d'autres comités locaux avaient préparé le terrain pour que le passage des rouleurs permette de porter les préoccupations quotidiennes des quartiers devant l'opinion.

gence 84 n'est pas toujours allée jusqu'au bout de cette logique. Elle s'est parfois présentée (à son corps défendant) comme une initiative d'immigrés. En effet, les manifestations concrètes du racisme civil, quotas dans le logement meurtriers racistes (qui existent indépendamment des crimes sécuritaires), obligent à les combattre pour telles.

Il ne s'agit pas de dire que le mot d'ordre d'égalité des droits est faux en soi, mais de comprendre l'évolution de celui-ci jusqu'à celui d'égalité. L'égalité des droits a été portée par la lutte des immigrés dans les années 70, et ce jusqu'en 1979 avec la fin du mouvement des foyers Sonocotra. Il s'agissait alors, pour une fraction de l'immigration, de revendiquer une amélioration de son statut et d'exiger de l'Etat « les mêmes droits que les Français ».

Aujourd'hui où l'Etat joue la carte de l'approfondissement des inégalités sociales, les thèmes de l'égalité correspondent à la manière dont les différentes couches sociales, françaises comme immigrées, posent les questions de leur avenir, non plus seulement en termes de droits mais aussi en termes de rapports sociaux à établir, où la liberté, le respect, la dignité, bref la reconnaissance, sont les éléments prioritaires.

POUR UNE NOUVELLE CITOYENNETÉ : UNE STRATEGIE D'OUVERTURE

L'ARTICULATION entre le refus de l'assimilation et l'exigence de l'égalité pour tous (y compris les droits politiques) amène à poser la question d'une nouvelle citoyenneté qui permettrait d'être citoyen, avec les droits et les devoirs que cela implique du point de vue de la société, et de garder sa natio-

nalité. Disjoindre la citoyenneté de la nationalité ne peut se réfléchir qu'en rupture avec la conception jacobine de l'Etat-nation et amène les Français à se positionner eux-même autrement par rapport à cette conception.

On peut formuler l'hypothèse suivante : les nouveaux critères de la citoyenneté seraient à rechercher non plus en regard de l'Etat national mais dans la société elle-même, dans les engagements sociaux et politiques de chacun vis-à-vis de la collectivité.

Contre toutes les tentations de repli qui gangrèment la société dans son ensemble. Convergence 84 proposait l'ouverture. « La machine du repli, c'est la montée des corporatismes de tous ordres, c'est quelque part un cercle vicieux... Convergence 84 veut être le lieu où il est possible d'envisager, de construire, de réaliser une autre réponse que par catégories qu'elles soient professionnelles ou culturelles... » l'interview des initiateurs de Convergence). Ceci reste à notre avis plus que jamais à l'ordre du jour.

Cependant, sur la question du repli, notre discours n'a pas été suffisamment clair. Notre critique du repli au sein des communautés immigrées visait ceux, extrêmement minoritaires, qui prônent l'organisation autonome des jeunes d'origine maghrébine comme seule stratégie politique, se posant ainsi en interlocuteurs représentatifs d'un groupe vis-à-vis du gouvernement et porteurs de revendications particulières à ce groupe.

Etre pour l'ouverture contre le repli, c'était s'attacher à mobiliser tous ceux pour qui l'égalité est « une valeur et un besoin », ce n'était pas nier la nécessité vitale pour les communautés immigrées de préserver un espace de survie, de socialisation pour ne pas être laminées.



STOP BUSINESS

Une idée lancée par des anarchistes de San Francisco : le même jour (30 avril), dans le monde entier, des actions visant à paralyser le pouvoir de l'argent. Une affiche est disponible en français contre 2 F en timbres postes : A.N.C., c/o ACLR, 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

JOURNÉES LIBERTAIRES 85

La Coordination Libertaire de Lyon organise, les 18 et 19 mai, les deuxièmes journées libertaires. Cette manifestation aura lieu au Centre Pierre Valdo, dans le 5^e arrondissement de Lyon. Au programme, une série de débats (éducation libertaire, racisme, syndicalisme, sexualité, média et cultures libertaires, groupes de quartiers et squatts, informations internationales : Kanaks, Chili...); deux expositions (éducation libertaire et histoire du mouvement anarchiste français); une partie artistique, vidéos et films, divers stand de presse. Pour tout contact : Journées Libertaires, c/o ACLR, 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

PARLOIR LIBRE

«Parloir Libre» a lieu le dimanche soir à 22 h 30 sur Fréquence Montmartre (98.8 Mhz) et couvre la région parisienne. Cette émission a pour objectif d'être un réel outil de communication contre l'enfermement. Les paroles des détenus y rejoindront les conseils juridiques, les débats, dossiers, etc. pour donner lieu à une contre-information efficace. Ecrivez, écoutez «Parloir Libre», Fréquence Montmartre, 18, rue Vieuville, 75018 Paris. Autres émissions en direction des prisons : Mardi 20 h (Radio Libertaire); mercredi soir (Radio Beur); dimanche 6 h (Mouvance et 20 h (Gilda).

FETE ANTI-KAKI

Le C.O.T. (collectif des objecteurs et antimilitaristes tarnais) organise la 7^e Fête Antimilitariste. Elle aura lieu à Albi, au Gymnase de la Place des Cordeliers, le vendredi 3 mai à 21 heures. Au programme : Perlimpinpin Folk et (sous réserve) Jean-Marc Le Bihan. Contact : C.O.T., B.P. 229, 81006 Albi cedex.

L'ÉCHAPPEE BELLE

En 1983, à l'initiative du groupe Michel Bakounine de la F.A., un projet «colo» voyait le jour et se réalisait au mois de juillet 83 et 84. Ce projet d'un moment de vie commune entre adultes et enfants, pendant une période de temps précise, s'inscrivait dans une démarche générale de prise en charge par nous-mêmes de nos propres affaires. Vivre au quotidien, en dehors des sentiers battus d'un militantisme «traditionnel», des relations libertaires entre adultes et enfants, enfants et enfants, adultes et adultes. Aujourd'hui, la «colo» va continuer, mais sur de nouvelles bases. Tout d'abord, le terme «colo», dans la mesure où il prête à ambiguïtés est abandonné. Désormais, on parlera de l'«Echappée Belle». Ensuite, compte tenu de l'intérêt suscité par l'expérience, de l'élargissement du collectif organisateur, ainsi que du nombre d'enfants «accueillis», nous souhaitons sortir de nos murs, de notre île! Nous sommes donc à la recherche d'un nouveau lieu d'accueil, susceptible de pourvoir à l'hébergement d'une trentaine de personnes (enfants-adultes). A la mer, la campagne ou la montagne, cette structure devrait comprendre plusieurs chambres, une grande salle commune, une cuisine, des sanitaires, ainsi qu'un bout de terrain pour camper. Date : juillet 85. Toutes les propositions seront les bienvenues, quelles soient sous forme de prêt, de location et même de... donation! Ecrivez à : A.D.I.R., B.P. 82, 16001 Angoulême Cedex.

CHANTER CONTRE LA CRISE

Le groupe région toulonnaise (F.A.) diffuse une cassette (durée 1 h) de chansons anarchistes internationales (Italie, Allemagne, Espagne, Suisse, Argentine, Etats-Unis, France, en yiddish). Prix : 55 F. (port compris). Chèque à l'ordre de Nappi Bruno, à adresser à : C.E.C.L., immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.

SI ON CAUSAIT ?

Débats à la Librairie La Gryffe à Lyon. Le vendredi 12 avril à 20 h 30 : François de Ravignan, agronome, interviendra à partir de son dernier livre «La Faim pourquoi» (Ed. Syros), sur l'expansion de la faim dans le monde, les rapports Nord/Sud et les solidarités à mettre en place. Pour F. de Ravignan le lien est direct entre la suppression du travail dans les pays «développés», l'exportation des technologies et le développement de la faim.

Le vendredi 26 avril à 20 h 30 : débat avec Jérôme Coste, membre de la revue «La Lettre de Solagral». Ce collectif a édité «L'Aide alimentaire» (Ed. Syros). Un montage diapos et une discussion autour du livre animeront la soirée. «Moins d'un dixième de l'aide alimentaire est destiné à des actions d'urgence. Le reste n'a pas grand chose à voir avec la solidarité, beaucoup avec les calculs d'intérêt».

PÉDAGOGIE LIBERTAIRE

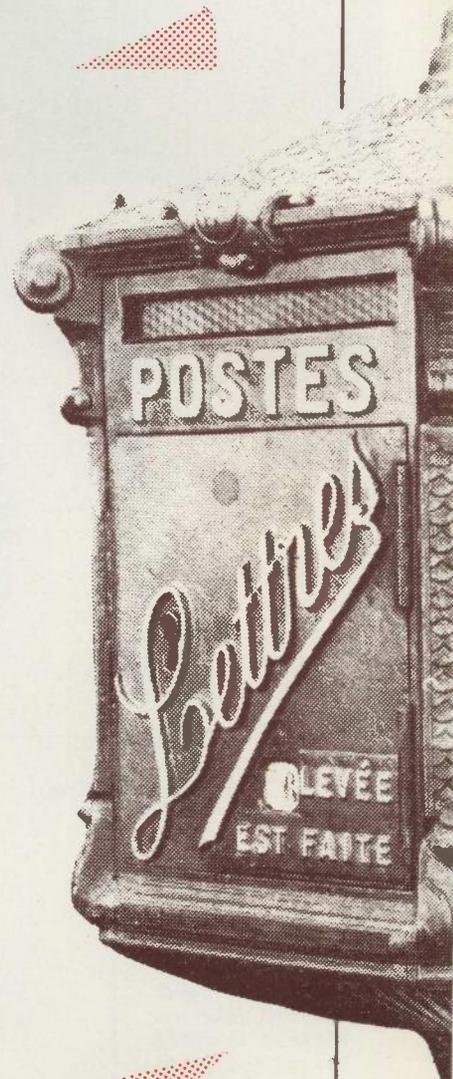
En Espagne, le syndicat de l'enseignement CNT organisera du 21 au 28 juillet, dans un lieu à déterminer, les 11^e journées internationales de pédagogie libertaire. Les thèmes retenus cette année sont : autoritarisme dans l'enseignement; apprendre en s'amusant; auto-organisation et autonomie des élèves; femme et enseignement. Pour tout contact : CNT, c/Infantas 40, 1^{er}, Madrid 28004.

Dans cette même ville, toujours la CNT, organise les 5, 6 et 7 avril des journées sur l'émigration autour de deux axes : la CEE (son passé, son présent et les conséquences sur l'économie espagnole) et l'émigration espagnole en Europe. Ces journées verront la participation d'économistes, de l'OSL (Suisse), UTCL (France) et CFDT des Pyrénées-Orientales.

L'abondance des communiqués qui arrivent à notre boîte postale font que nous ne pouvons trouver à tous une place dans le peu d'espace dont nous disposons pour nous en faire l'écho. Que les camarades concernés veuillent bien nous en excuser.

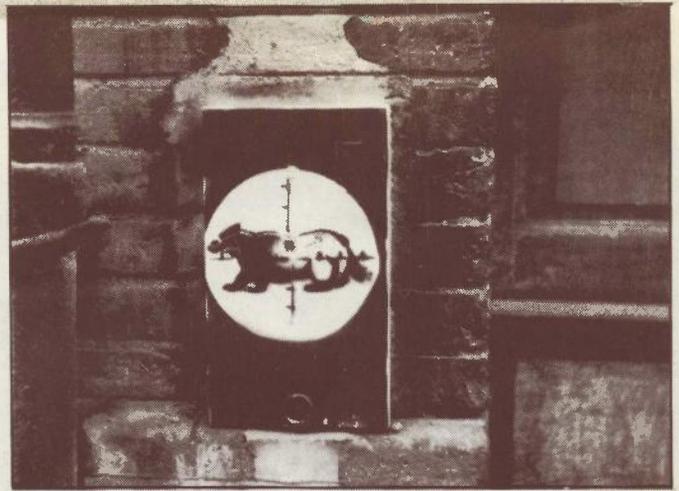
REMEMBER !

Les Editions «L» viennent de rééditer le «Manifeste du Communisme Libertaire» rédigé en 1953 par G. Fontenis. Figure controversée du mouvement libertaire, son texte reste un moment important de cette histoire. Sa réédition s'imposait d'autant plus qu'elle est accompagnée de commentaires actuels qui permettront de faire le point sur l'évolution de la pensée et des pratiques de la tendance communiste libertaire (en particulier, aujourd'hui, l'UTCL). Prix : 25 F à André Senez, Cangey, 37530 Ambroise.





• Photo Goffin Frédéric (Creil)



• Photo VØ (Toulouse)



• Photo Goffin Frédéric (Creil)

GRAFFITOS

GRAFFITOS

GRAFFITOS

«En 68, les murs avaient la parole (à défaut d'oreilles). Aujourd'hui, ils ont des yeux. Des yeux dénonciateurs, accusateurs ou rieurs. Plus qu'un graffiti, le blaireau ciblé est devenu à Toulouse, un symbole. Celui de la réaction contre l'hypocrisie, l'immobilisme et le conformisme. Alors : Museaux les Blaireaux !» (VØ).

Graffitos, nouvelle rubrique. Les murs parlent et vous les écoutez. Bonjour les pinceaux en révolte et en poésie. Il y a toujours un graffitos intéressant à portée d'appareil. Alors, clic ! clac ! photo prise. Vous nous l'envoyez, nous la publions et vous gagnez un abonnement gratuit pour une ou un ami. Etonnant, non ?



• Photo Damien T. (Cahors)